



COMMUNE DE SAINT-JORY

Analyse Financière Prospective

2024-2028

PRÉSENTATION DE L'ÉTUDE

Menée généralement sur une période de cinq ans (2024-2028), l'analyse prospective permet de mesurer l'équilibre financier à venir d'une collectivité. Elle met en évidence les marges de manœuvre susceptibles d'être dégagées en fonction des priorités définies par l'équipe municipale et de son programme d'investissement pluriannuel

Dans le cas de la commune de Saint-Jory, il s'agit de trouver des marges de manœuvre afin de permettre à la commune de revaloriser ses soldes d'épargne et retrouver une situation financière assainie tout en conservant une légère capacité d'investissement (réalisation de certains projets indispensables)

Cette étude est réalisée à partir des hypothèses d'évolution des dépenses et des recettes validées par l'équipe municipale le 13 février dernier et complétées ultérieurement [*voir diapositives n° 11 à 42*]

La prise en compte de ces données a permis de construire une simulation prospective, dénommée *scénario de référence*, dont les résultats sont présentés dans la deuxième partie de ce diaporama [*voir diapositives n° 43 à 49*]

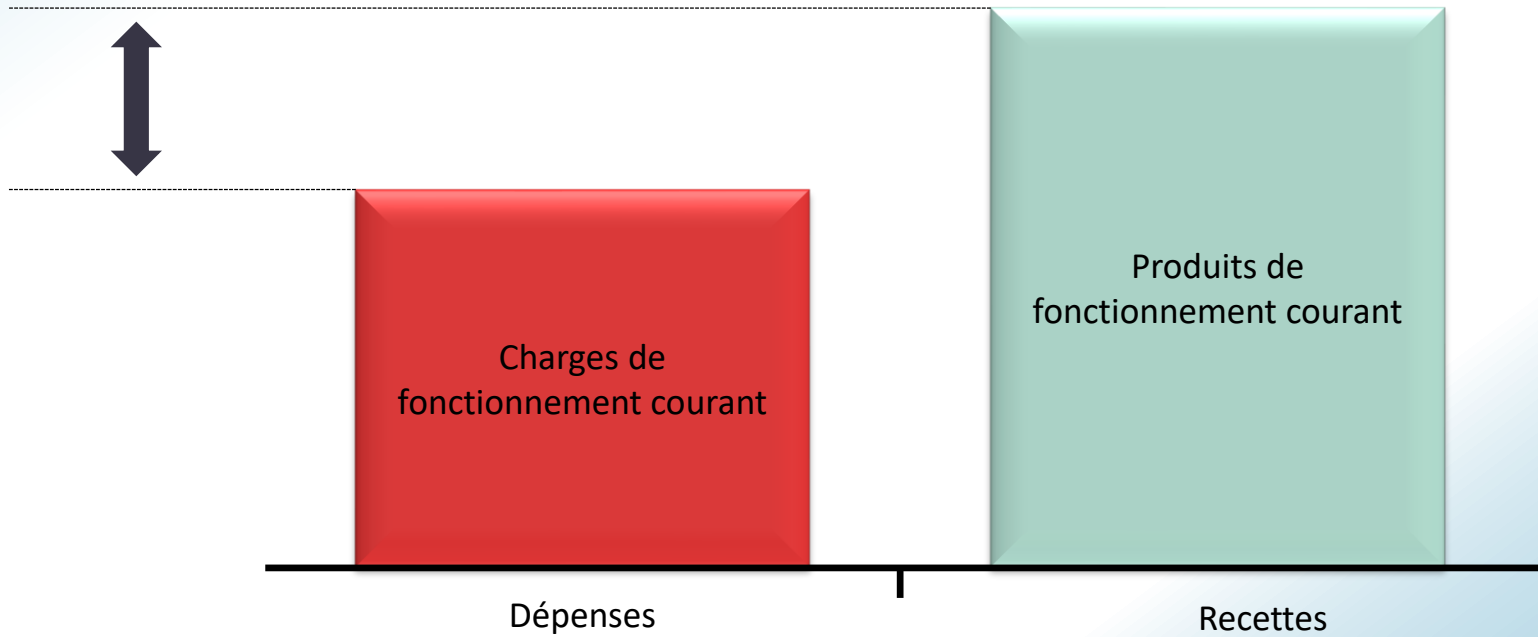
Ce diagnostic conduit, le cas échéant, à la proposition de nouveaux scénarios pour évaluer les conséquences financières et fiscales résultant des différents arbitrages opérés, dans le respect des contraintes budgétaires et prudentielles qui régissent l'établissement des budgets locaux [*voir diapositives n° 50 à 59*]

PRÉSENTATION DES DIFFÉRENTS SOLDES D'ÉPARGNE

*Cas d'une épargne nette
positive*

L'EXCÉDENT BRUT COURANT

**Excédent brut
courant**



L'ÉPARGNE DE GESTION

Epargne de
gestion



Charges exceptionnelles

Charges de
fonctionnement courant

Dépenses

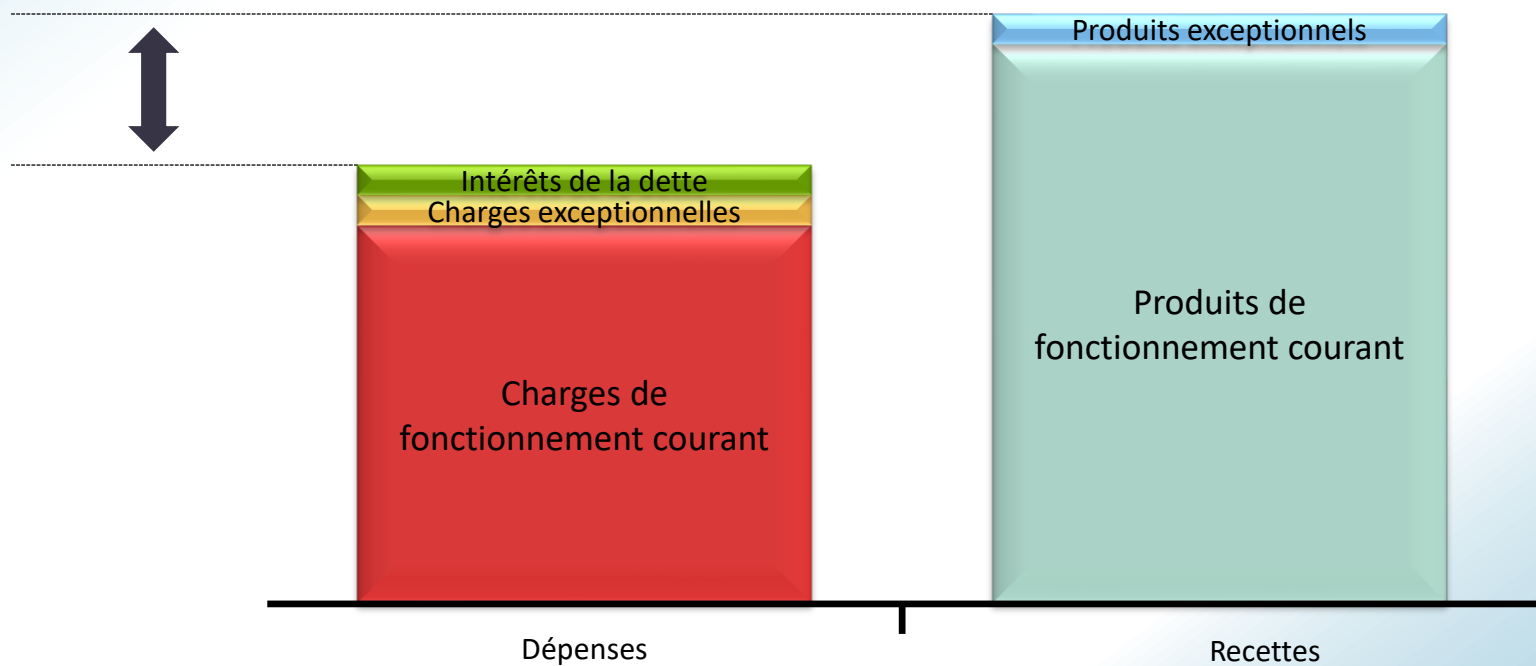
Produits exceptionnels

Produits de
fonctionnement courant

Recettes

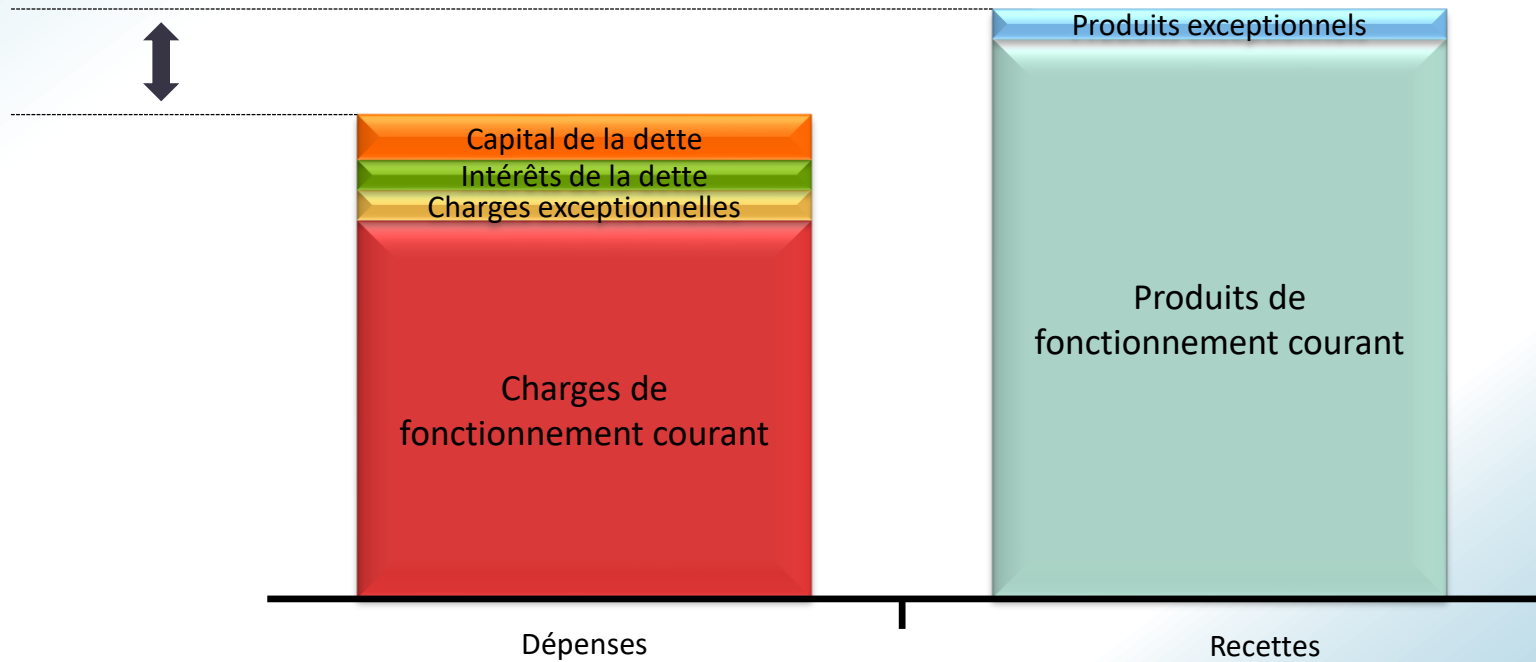
L'ÉPARGNE BRUTE

Epargne brute

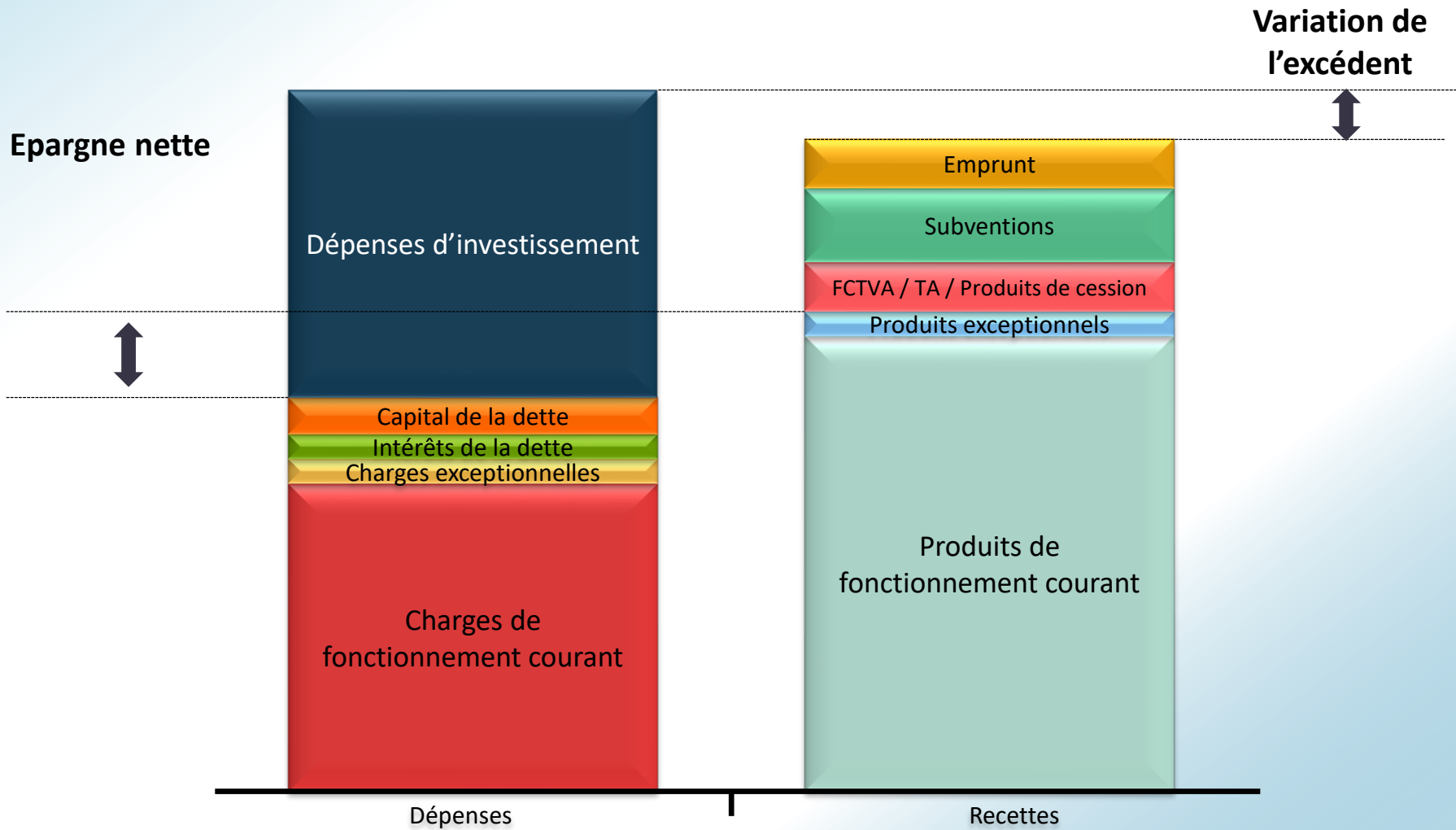


L'ÉPARGNE NETTE

Epargne nette = capacité d'autofinancement de l'investissement



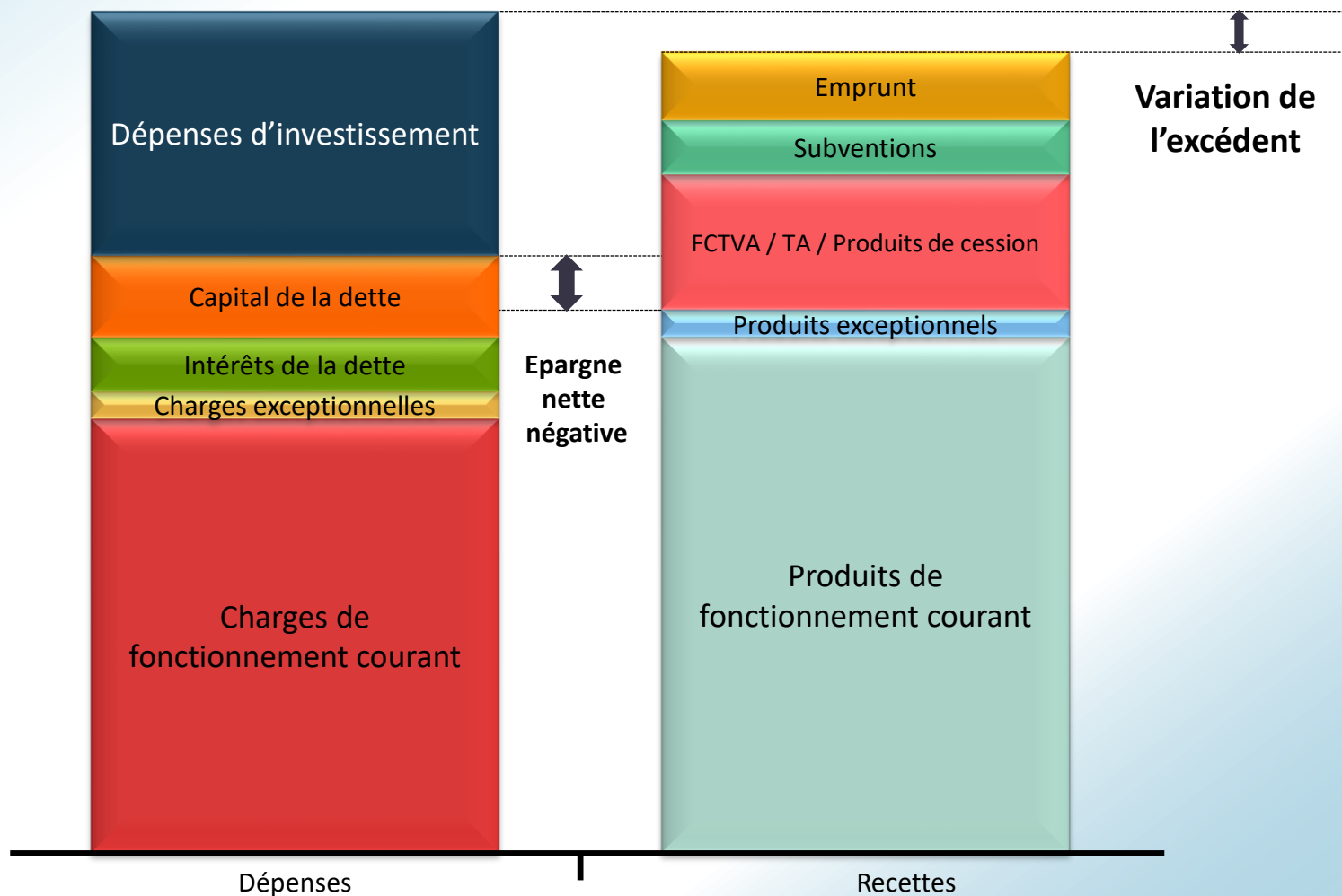
LE FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT



PRÉSENTATION DES DIFFÉRENTS SOLDES D'ÉPARGNE

*Cas d'une épargne nette
négative*

LE FINANCEMENT DU DÉFICIT D'ÉPARGNE ET DE L'INVESTISSEMENT



PRÉSENTATION DES HYPOTHESES DU SCENARIO DE REFERENCE

COMMUNE DE SAINT-JORY

Hypothèses du scénario de référence

Indicateurs économiques : données nationales

	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Inflation budgétaire	1,60%	5,30%	4,90%	2,60%	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%
Actualisation bases TH RS, FB et FNB	1,002	1,034	1,071	1,039	1,030	1,020	1,020	1,020
Actualisation CFE	1,006	1,007	1,006	1,006	1,006	1,006	1,006	1,006
Évolution de la DGF en loi de finances	0,01%	0,00%	1,20%	1,20%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%

Les hypothèses d'évolution retenues dans le cadre de cette étude, sont présentées en évolution nominale, c'est-à-dire qu'elles intègrent l'évolution de l'inflation

Cette étude intègre les réformes apportées par les dernières lois de finances sur les dotations (modification du calcul des indicateurs potentiel financier et effort fiscal). Elle intègre également le nouvel abondement de 320 millions d'euros de la DGF prévue en **loi de finances pour 2024**. En revanche, elle ne prend pas en compte l'arbitrage du comité des finances locales visant à majorer de 10 millions d'euros l'enveloppe de DSU. Cette augmentation sera financée en partie par un écrêtement supplémentaire de la dotation forfaitaire des communes

Les charges de fonctionnement

- ✓ *Rappel des hypothèses*
- ✓ *FPIC - Contribution*
- ✓ *Répartition des charges de fonctionnement cumulées*

LES CHARGES DE FONCTIONNEMENT HORS INTÉRÊTS - *HYPOTHÈSES*

■ CHARGES À CARACTÈRE GÉNÉRAL (chap. 011)

2022 : 3 067 K€ (+5,6%)

2023 : 3 192,8 K€ (+4%)

■ *Énergie – électricité (60612)* : Après une hausse importante de ce poste de dépenses en **2022** (+80%) dans une période de forte inflation des coûts de l'énergie, la croissance de ces charges est plus modérée les années suivantes (+3,9% en **2023** et +3,5% estimée en **2024**, dans un contexte de diminution du bouclier tarifaire. Elles devraient même diminuer en **2026** (-4%) si les travaux visant à la création d'ombrières disposants de panneaux photovoltaïques sont réalisés. Ces derniers doivent permettre d'alimenter en électricité deux bâtiments publics permettant à la commune de réaliser une économie estimée à 20 K€. Une évolution à hauteur de l'inflation est retenue sur les deux derniers exercices. Ce poste atteindrait 494 K€ en **2028**

■ *Alimentation (60623)* : Fortement impacté par la hausse des denrées alimentaire, ce poste a également connu une évolution importante sur les deux derniers exercices clos (pour un montant total de +102 K€). Il se situe à 427 K€ en **2023**. Une nouvelle hausse est prévue en **2024** (+12,3%) afin de prendre en compte l'augmentation du nombre de repas distribués dans les cantines. Atteignant 480 K€, ce poste est maintenu à ce montant les **années suivantes**, la commune souhaitant revoir le circuit d'approvisionnement afin de réaliser des économies

■ *Entretiens bâtiments publics, voirie et réseaux (6152 sauf 615228)* : Ces dépenses sont isolées afin de calculer le montant de FCTVA (calculé sur les dépenses réalisées en année n-1) auquel la commune peut prétendre. Après avoir réalisé un total de dépenses de 42 K€ et 45 K€ en **2022** et **2023**, un montant de 95 K€ est retenu au titre de **2024** en raison d'une certaine vétusté des bâtiments publics imposant de réaliser d'important travaux de réfection (non imputés en investissement). Par la suite, l'enveloppe retenue est fixée à 45 K€ par an

■ *Contrats de prestations de services (611)* : Dépenses concernant la participation communale à l'accueil de loisirs périscolaires et centre de loisir « Léo Lagrange ». Après avoir progressé de près de 99 K€ en **2023** (+10,2%), ces dépenses devraient à nouveau croître (+18,4%) pour atteindre 1 260 K€ en **2024** et **2025** afin d'échelonner dans le temps le paiement de la dette de la commune envers la structure. Par la suite, en raison d'une future augmentation tarifaire, le montant du reste à charge pour la commune devrait diminuer et être ramené à hauteur de 870 K€ par an

■ *Solde charges à caractère général* : une croissance à hauteur de l'inflation prévisionnelle est prévue chaque année

Au total, les charges à caractère général pourraient atteindre un montant de 3 213 K€ en **2028**

LES CHARGES DE FONCTIONNEMENT HORS INTÉRÊTS - *HYPOTHÈSES*

▪ CHARGES DE PERSONNEL (chap. 012)

2022 : 3 703 K€, soit une hausse de +2,1%

2023 : Augmentation de +206 K€ (+5,6%) correspondant à la hausse du point d'indice des fonctionnaires ainsi qu'à la hausse du SMIC impactant les agents de catégorie C. La croissance de ce poste s'effectue donc à effectif constant, sans recrutement supplémentaire

2024 : Croissance sensible de +17,7%. En raison des recrutements prévus par la collectivité, ce poste devrait vraisemblablement s'élever à 4 600 K€

2025 : Diminution de -5,4% en raison du départ de 6 ETP non remplacés

2026-2028 : Augmentation annuelle de +2% par an afin de prendre en compte l'évolution des carrières des agents (GVT)

Les charges de personnel devraient s'élever à 4 616 K€ en fin de période

▪ ATTÉNUATIONS DE PRODUITS (chap. 014)

▪ *FPIC*: voir diapositive dédiée

▪ CHARGES EXCEPTIONNELLES LARGES (chap. 66 (hors intérêts) 67 et 68)

▪ *Frais financiers divers (66 hors intérêts)* : frais de mobilisation de lignes de trésorerie à hauteur de 10K€ en **2023** et 12 K€ en **2024**. La commune souhaitant limiter le recours aux lignes de trésorerie, ce montant est ramené à 6 K€ par an **les années suivantes**

▪ *Charges exceptionnelles (67)* : 12 K€ par an de **2023** à **2028** afin d'anticiper des titres annulés

▪ *Provisions (68)* : Un montant de 37,5 K€ a été mandaté en **2023** en raison d'intérêts moratoires payés par la commune. Afin de prévoir d'éventuels futurs intérêts moratoires à payer en raison de retards de paiement de factures et afin de prévoir un montant au titre de créances douteuses, une dépense de 45,5 K€ est retenue en **2024** et en **2025** à ce titre

LES CHARGES DE FONCTIONNEMENT HORS INTÉRÊTS - *HYPOTHÈSES*

- **AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE (chap. 65)** **2022** : 877 K€ (+23,9%) **2023** : 893 K€ (+1,9%)
 - *Indemnités et cotisations élus* : 121 K€ en **2022** et 107 K€ en **2023**. La diminution de ce poste s'explique par la démission de plusieurs conseillers municipaux au cours de l'année précédente. Par la suite, projection d'une dépense estimée à 133 K€ en **2024**. Ce montant est stabilisé les **années suivantes**
 - *Contributions fonds de compensation charges territoriales (c/65541 : SDEHG, SMGV-ICPE,...)* : 247 K€ en **2022** (importants travaux réalisés par le SDEHG sur cet exercice) et 129,5 K€ en **2023**. Egale à 5,95 €/hab. la participation versée au SMGV évolue chaque année selon le chiffre de population Insee. L'emprunt annuel remboursé au SDEHG est stabilisé à 51,7 K€ et la participation SDEGH imputée à cet article est stabilisée au montant de 2023 soit 37,6 K€. Pour **2024**, le montant total est ainsi estimé à 130,5 K€. La commune a lancé un programme d'équipement en LED réalisé par le SDEHG, d'un montant de 7,2 K€ par an sur onze ans visant à réaliser des économies d'énergie. Cette dépense est intégrée dès **2025**
 - *Autres contributions obligatoires (c/6558: forfait communal école privée et subvention cantine)* : 157 K€ en **2022** et 194 K€ en **2023**. Le montant de ce poste est ramené à 150 K€ en **2024** et une évolution à hauteur de l'inflation est retenue les **années suivantes**
 - *Subvention fonctionnement CCAS* : 186 K€ en **2022** et 245 K€ **2023**. L'objectif de la commune est de ramener la contribution au fonctionnement du CCAS a hauteur de 150 K€ par an de **2024** à **2028**
 - *Subventions aux associations* : 110 K€ en **2022** et 126 K€ en **2023**. Pour **2024-2028** la commune souhaite revoir les échanges avec les associations communales et valoriser les avantages en nature (location de salles,...) en maintenant l'enveloppe de subventions financières à hauteur de 110 K€ par an (avec subvention de la coopérative scolaire)
 - *Autres (c/6518 : redevances logiciels et marques,...)* : 47 K€ en **2022** et 35,4 K€ en **2023**. Au regard des besoins communaux en la matière (*dont impact passage en M57 en 2025*) le montant est réhaussé à hauteur de 43 K€ les **années suivantes**
 - *Créances admises en non valeur et éteintes* : 28 K€ en **2022** et 50 K€ en **2023**. A la lumière de la situation communale (importantes factures demeurant impayées) un montant de 45 K€ est retenu à ce titre en **2024** et **2025** avant d'être ramené à 40 K€ les **années suivantes**
 - *Autres contributions (c/65548 : synd. mixte Bassin versant-SIG TM)* : -19,4 K€ en **2022** ; 1,8 K€ en **2023** ; 4 K€ en **2024** et évolution au rythme de l'inflation
 - *Dépenses informatique en nuage (c/6512)* : 300 € en **2022** et 4,7 K€ en **2023** et évolution de l'inflation
 - *Solde autres gestions courante* : une dépense de 34,7 K€ est prévue en **2024** au titre de la « contractualisation recensement » avec la Poste

Ce poste atteint 798 K€ en **2028**

LE FONDS DE PÉRÉQUATION DES RESSOURCES INTERCOMMUNALES ET COMMUNALES (FPIC) - CONTRIBUTION

L'ensemble intercommunal (EI = Toulouse Métropole + communes membres) auquel appartient la commune de Saint-Jory est contributeur au FPIC. Sont contributeurs les ensembles intercommunaux dont le potentiel financier agrégé par habitant est supérieur à 90% de la moyenne nationale

La contribution de l'EI est calculée grâce à un indice synthétique composé pour 75% de l'écart au potentiel financier agrégé par habitant et pour 25% de l'écart au revenu moyen par habitant

Elle est répartie entre l'EPCI et ses communes membres, selon la répartition de droit commun, soit en fonction du coefficient d'intégration fiscale puis, entre les communes membres, en fonction des potentiels financiers par habitant et de la population. C'est ce mode de répartition qui est retenu par Toulouse Métropole. A noter que des modalités de répartition dérogatoires peuvent également être retenues

Pour **2023**, le montant global de contribution de l'EI s'est élevé à 7 672 K€ dont une contribution de 26,4 K€ pour la commune de Saint-Jory

<i>Éligibilité à la contribution</i>	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Potentiel financier agrégé / habitant	658,06	646,23	668,87	701,19	726,98	746,90	765,77	784,70
Potentiel financier agrégé moyen / habitant	648,12	646,91	678,44	711,22	737,38	757,59	776,72	795,93
Rapport PFIA / PFIAM	102%	100%	99%	99%	99%	99%	99%	99%
Seuil d'éligibilité	90%	90%	90%	90%	90%	90%	90%	90%
Éligibilité contribution FPIC	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI

<i>Contribution du FPIC</i>	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Contribution brute de l'EI	10 353 309	8 968 121	7 672 388	7 760 072	7 789 864	7 810 944	7 807 815	7 826 864
Contribution commune de droit commun	35 231	27 524	26 404	26 706	26 808	26 881	26 870	26 936
Part de la contribution brute	0,34%	0,31%	0,34%	0,34%	0,34%	0,34%	0,34%	0,34%
Contribution effective	35 231	27 524	26 404	26 706	26 808	26 881	26 870	26 936
Variation contribution effective en %	s.o.	-21,9%	-4,1%	1,1%	0,4%	0,3%	0,0%	0,2%
Écart en %	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%

Attention : A compter de 2024, les montants estimés sont à prendre avec prudence, au vu du nombre des critères utilisés pour apprécier l'éligibilité au FPIC et de la réforme du mode de calcul des critères de péréquation (potentiel fiscal et effort fiscal)

LES CHARGES DE FONCTIONNEMENT HORS INTÉRÊTS - MONTANTS

Montants en €	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Charges fct. courant strictes	7 237 859	7 647 068	7 995 496	8 948 365	8 661 205	8 364 672	8 494 643	8 627 154
Charges à caractère général (011)	2 903 459	3 066 764	3 192 786	3 543 157	3 527 321	3 142 573	3 177 524	3 213 175
Énergie - Électricité	250 635	450 983	468 707	485 000	494 700	475 000	484 500	494 190
Alimentation	325 082	349 031	427 408	480 000	480 000	480 000	480 000	480 000
Dépenses éligibles FCTVA	38 281	41 767	44 783	95 000	45 000	45 000	45 000	45 000
Contrats de prestations de services (611)	869 052	965 456	1 064 358	1 260 000	1 260 000	870 000	870 000	870 000
Solde charges à caractère général	1 420 409	1 259 527	1 187 531	1 223 157	1 247 621	1 272 573	1 298 024	1 323 985
Charges de personnel (012)	3 626 556	3 703 266	3 909 313	4 600 000	4 350 000	4 437 000	4 525 740	4 616 255
Autres ch. de gestion courante (65)	707 843	877 038	893 396	805 208	783 884	785 099	791 379	797 724
Indemnités d'élus	119 305	120 658	106 549	133 000	133 000	133 000	133 000	133 000
Contrib° fonds comp° charges territ. (65541)	173 408	246 904	129 459	130 541	140 741	143 716	146 691	149 666
Autres contributions (65548)	41 746	- 19 472	1 781	4 020	4 100	4 182	4 266	4 351
Autres contributions obligatoires (6558)	144 388	156 613	194 117	150 000	153 000	156 060	159 181	162 365
Subvention fonctionnement CCAS	133 200	185 600	245 000	150 150	150 150	150 150	150 150	150 150
Subventions personnes privées	91 997	110 168	126 197	110 000	110 000	110 000	110 000	110 000
Autres (6518)	1 008	46 998	35 431	43 000	43 000	43 000	43 000	43 000
Créances en non valeur et éteintes	1 279	27 756	50 205	45 000	45 000	40 000	40 000	40 000
Dépenses informatiques en nuage (6512)	-	300	4 658	4 797	4 893	4 991	5 091	5 193
Solde aut. ch. de gestion courante	1 511	1 512	2	34 700	-	-	-	-
Atténuations de produits (014)	35 231	-	26 404	26 706	26 808	26 881	26 870	26 936
Contribution FPIC	35 231	27 524	26 404	26 706	26 808	26 881	26 870	26 936
Solde atténuations de produits	-	- 27 524	-	-	-	-	-	-
Charges de fonctionnement courant	7 273 090	7 647 068	8 021 900	8 975 071	8 688 013	8 391 553	8 521 513	8 654 090
Charges exceptionnelles larges (67)	2 590	9 883	60 042	69 500	63 500	18 000	18 000	18 000
Charges de fonct. hors intérêts	7 275 680	7 656 951	8 081 942	9 044 571	8 751 513	8 409 553	8 539 513	8 672 090

➤ Les charges de fonctionnement hors intérêts s'élèvent à 7 276 K€ en **2021**. Elles atteignent 8 672 K€ en **2027**, soit une hausse d'environ 1 396 K€ sur 7 ans (+199 K€ en moyenne annuelle). Cette hausse est essentiellement portée par la croissance du *poste du personnel (012)* qui progresse à lui seul de +990 K€, représentant près de 71% de la hausse du volume des dépenses courantes

LES CHARGES DE FONCTIONNEMENT – ÉVOLUTION NOMINALE

Évolution nominale	Moy.	2022/21	2023/22	2024/23	2025/24	2026/25	2027/26	2028/27
Charges fct. courant strictes	2,7%	5,7%	4,6%	11,9%	-3,2%	-3,4%	1,6%	1,6%
Charges à caractère général (011)	1,5%	5,6%	4,1%	11,0%	-0,4%	-10,9%	1,1%	1,1%
Énergie - Électricité	11,6%	79,9%	3,9%	3,5%	2,0%	-4,0%	2,0%	2,0%
Alimentation	6,7%	7,4%	22,5%	12,3%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Dépenses éligibles FCTVA	2,7%	9,1%	7,2%	112,1%	-52,6%	0,0%	0,0%	0,0%
Contrats de prestations de services (611)	0,0%	11,1%	10,2%	18,4%	0,0%	-31,0%	0,0%	0,0%
Solde charges à caractère général	-1,5%	-11,3%	-5,7%	3,0%	2,0%	2,0%	2,0%	2,0%
Charges de personnel (012)	3,8%	2,1%	5,6%	17,7%	-5,4%	2,0%	2,0%	2,0%
Autres ch. de gestion courante (65)	1,9%	23,9%	1,9%	-9,9%	-2,6%	0,2%	0,8%	0,8%
Indemnités d'élus	1,8%	1,1%	-11,7%	24,8%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Contrib° fonds comp° charges territ. (6554)	-2,8%	42,4%	-47,6%	0,8%	7,8%	2,1%	2,1%	2,0%
Autres contributions (65548)	-31,6%	-146,6%	-109,1%	125,7%	2,0%	2,0%	2,0%	2,0%
Autres contributions obligatoires (6558)	1,6%	8,5%	23,9%	-22,7%	2,0%	2,0%	2,0%	2,0%
Subvention fonctionnement CCAS	2,0%	39,3%	32,0%	-38,7%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Subventions personnes privées	3,0%	19,8%	14,5%	-12,8%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Autres (6518)	86,9%	4562,2%	-24,6%	21,4%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Créances en non valeur et éteintes	77,5%	2070,6%	80,9%	-10,4%	0,0%	-11,1%	0,0%	0,0%
Dépenses informatiques en nuage (6512)	s.o.	s.o.	1452,5%	3,0%	2,0%	2,0%	2,0%	2,0%
Solde aut. ch. de gestion courante	s.o.	0,0%	-99,9%	2090261,4%	-100,0%	s.o.	s.o.	s.o.
Atténuations de produits (014)	s.o.	-100,0%	s.o.	1,1%	0,4%	0,3%	0,0%	0,2%
Contribution FPIC	-4,4%	-21,9%	-4,1%	1,1%	0,4%	0,3%	0,0%	0,2%
Solde atténuations de produits	s.o.	s.o.	-100,0%	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Charges de fonctionnement courant	2,7%	5,1%	4,9%	11,9%	-3,2%	-3,4%	1,5%	1,6%
Charges exceptionnelles larges (67)	38,1%	281,5%	507,5%	15,8%	-8,6%	-71,7%	0,0%	0,0%
Charges de fonct. hors intérêts	2,7%	5,2%	5,6%	11,9%	-3,2%	-3,9%	1,5%	1,6%

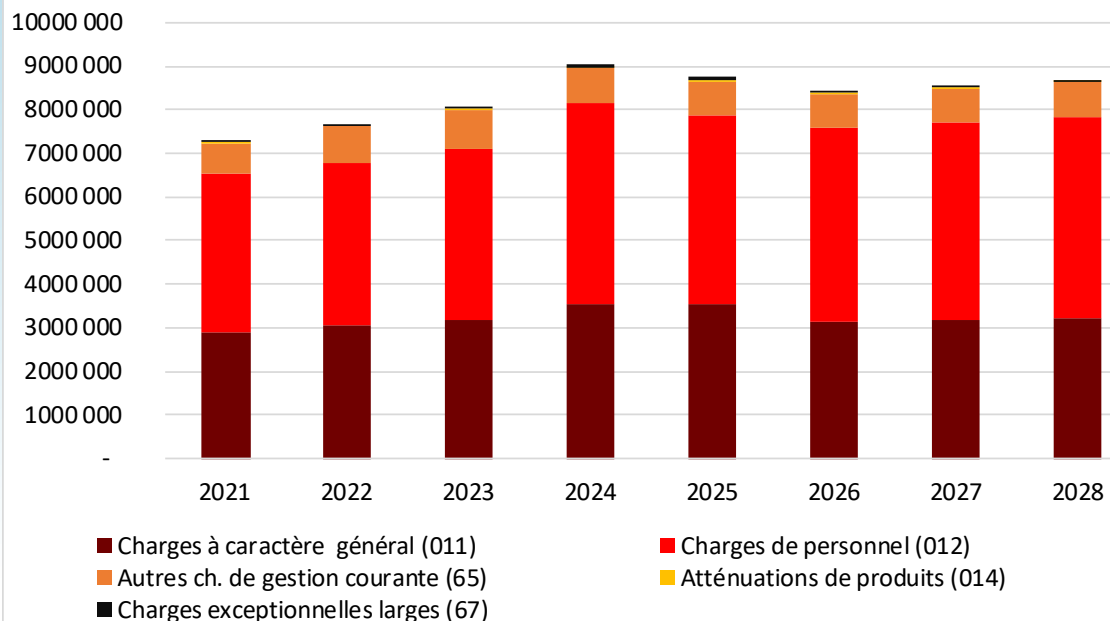
➤ Les hypothèses retenues mettent en évidence deux phases bien distinctes :

La première, couvrant la période de **2022** à **2024**, se caractérise par une croissance dynamique des dépenses courantes, principalement portée par l'augmentation notable des *charges à caractère général (011)* et des *charges de personnel (012)*, avec une variation estimée entre +5,2% et +11,9%

La seconde phase débutant en **2025** est marquée initialement par une diminution sensible de certains postes, suivie d'une progression dans des proportions plus modérées. En fin de période, cette évolution est projetée entre +1,5% et +1,6%, se situant ainsi à un niveau légèrement inférieur à l'inflation prévisionnelle.

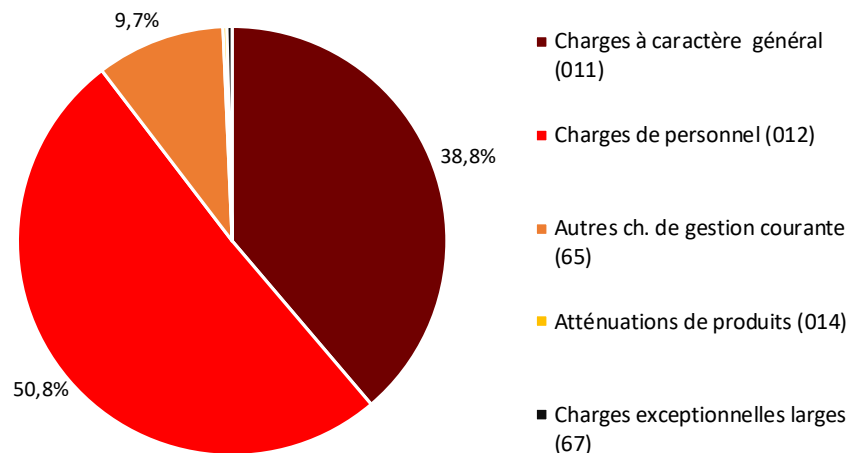
LES CHARGES DE FONCTIONNEMENT – STRUCTURE ET ÉVOLUTIONS

Strucuture des charges de fonctionnement



➤ Les *charges de personnel (012)* représentent la moitié des dépenses courantes de la collectivité. Viennent ensuite les *charges à caractère général (011)* qui pèsent pour près de 39% dans la structure budgétaire. Ces deux postes représentent donc l'essentiel des dépenses de fonctionnement de la commune

Charges de fonctionnement cumulées (2021-2028)



Les produits de fonctionnement

- ✓ *La fiscalité*
- ✓ *Les dotations de l'Etat*
- ✓ *La dotation « filet de sécurité »*
- ✓ *Rappel des hypothèses (hors fiscalité et DGF)*
- ✓ *Répartition des produits de fonctionnement cumulés*

LA FISCALITÉ

Pour rappel, le produit fiscal communal résulte de la *multiplication des bases nettes d'imposition par les taux votés par la commune*

Bases nettes d'imposition	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Base nette TH	187 889	171 074	634 922	399 200	411 176	419 400	427 788	436 343
<i>dont résidences secondaires</i>	187 889	171 074	634 922	399 200	411 176	419 400	427 788	436 343
Base nette FB	6 634 906	7 270 344	7 796 870	8 646 000	8 992 347	9 980 037	10 276 745	10 526 922
Base nette FNB	88 478	95 716	101 983	105 200	108 356	110 523	112 734	114 988

1) L'actualisation forfaitaire des bases d'imposition (TH, FB, FNB) : l'indice d'actualisation* est fixé à 1,071 en 2023 et à 1,039 en 2024, puis estimé à 1,03 en 2025 et 1,02 les années suivantes

Actualisation forfaitaire	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Actualisation TH	0,2%	3,4%	7,1%	3,9%	3,0%	2,0%	2,0%	2,0%
Actualisation FB	0,2%	3,4%	7,1%	3,9%	3,0%	2,0%	2,0%	2,0%
Actualisation FNB	0,2%	3,4%	7,1%	3,9%	3,0%	2,0%	2,0%	2,0%

Effet revalorisation forfaitaire	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Sur le produit TH		649	1 234	2 516	1 217	836	852	869
Sur le produit FB		101 740	243 128	156 600	133 581	92 621	102 794	105 850
Sur le produit FNB		3 332	7 527	4 405	3 496	2 400	2 448	2 497
Pdt supplémentaire de l'année		105 721	251 889	163 521	138 293	95 857	106 095	109 217
Pdt supplémentaire cumulé		105 721	357 609	521 131	659 424	755 281	861 376	970 593

➤ La seule actualisation forfaitaire des bases d'imposition pratiquée par l'État chaque année a généré, pour St-Jory, un gain annuel de produit fiscal compris entre un minimum de 96 K€ et un maximum de 252 K€. Au total, ce sont près de 971 K€ de contributions directes supplémentaires qui proviennent de cette seule revalorisation forfaitaire

* Indice fixé selon le mode de calcul introduit en LF pour 2017 : en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) du mois de novembre N par rapport à celui de novembre N-1

2) L'évolution physique des bases nettes (entrées en imposition) :

- **2023** : prise en compte des bases définitives notifiées par l'état 1288 M
- **2024** : prise en compte des bases prévisionnelles communiquées par les services fiscaux dans l'attente de réception de l'état 1259 COM 2024
- **2025** : 102 logements (PC 2023 début d'année) **2026** : 45 logements (PC 2023 fin d'année)
- **2027-2028** : En l'absence d'informations communiquées par la commune, projection d'entrée en imposition de 20 logements en diffus par an

Évolut. physique bases nettes	Moyenne	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Base nette TH	9,5%	-11,9%	246,5%	-39,5%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
dont résidences secondaires	9,2%	-11,9%	246,5%	-39,5%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Base nette FB	3,9%	6,0%	1,6%	7,5%	1,5%	9,1%	1,2%	0,7%
Base nette FNB	0,5%	4,6%	-0,5%	-0,7%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%

Effet croissance physique	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Sur le produit TH	-	2 357	45 893	- 26 465	-	-	-	0
Sur le produit FB		184 843	4 866	280 702	44 788	416 039	50 010	22 991
Sur le produit FNB		4 685	- 586	- 842	-	-	-	-
Pdt supplémentaire de l'année		187 170	50 173	253 394	44 788	416 039	50 010	22 991
Pdt supplémentaire cumulé		187 170	237 344	490 738	535 526	951 565	1 001 575	1 024 566

➤ Dans le contexte de l'entrée en imposition de nombreux nouveaux logements sur le territoire communal, la croissance physique des bases d'imposition génère à elle seule des produits fiscaux supplémentaires cumulés de près de 1 025 K€ entre **2021** et **2028**. En raison de la suppression de la THRP, ce produit supplémentaire provient exclusivement de la TFPB. A noter que, dans cette étude, l'hypothèse d'une limitation de l'exonération de FB de 2 ans pour les constructions nouvelles, réintroduite par la loi de finances pour **2020**, a été limitée à 40% à compter de **2025***. Voici le « gain » fiscal qui serait généré par le vote de cette délibération :

Montants en €	2025	2026	2027	2028
Produit TFPB avec exo à 40%	4 103 828	4 556 275	4 691 921	4 806 227
Produit TFPB avec exo à 100%	4 041 438	4 465 178	4 650 171	4 778 200
Gain de produit fiscal généré	62 390	91 097	41 750	28 026

* Une délibération devra être prise en ce sens avant le 1^{er} octobre 2024 pour une entrée en application au 1^{er} janvier de l'année n+1

3) Les taux d'imposition : Pour rappel, en 2021, la perte de produit résultant de la perte des bases TH des résidences principales a été compensée par le transfert du taux du département (21,90 %). Le taux de TFPB de la commune est alors passé de 19,05% à 41,95% avant l'augmentation pratiquée par la commune

De **2021** à **2023**, la commune a procédé à plusieurs hausses successives de son taux de TFPB le faisant passer de 41,95% en **2021** à 51,5% en **2023**, soit une hausse de +22,8% de la pression fiscale. Le *scénario de référence* est construit sur une stabilité des taux des trois taxes, c'est-à-dire qu'aucune augmentation supplémentaire de pression fiscale ne sera simulée dans cette hypothèse

Pour rappel, depuis **2023**, les collectivités ont retrouvé la possibilité de moduler le taux de TH sur les résidences secondaires. Sa variation est liée à l'évolution du taux de taxe foncière sur les propriétés bâties ou de l'évolution du taux moyen pondéré des taxes foncières si elle est moins élevée (mécanisme de liaison à l'image de celui qui existe entre le bâti et le non bâti, à la hausse comme à la baisse)*

Taux d'imposition	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Taux TH	10,16%	10,16%	10,16%	10,16%	10,16%	10,16%	10,16%	10,16%
Taux FB	45,10%	47,10%	51,50%	51,50%	51,50%	51,50%	51,50%	51,50%
Taux FNB	110,76%	110,76%	110,76%	110,76%	110,76%	110,76%	110,76%	110,76%

Effet taux	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Sur le produit TH		-	-	-	-	-	-	-
Sur le produit FB		145 407	343 062	-	-	-	-	-
Sur le produit FNB		-	0	-	-	-	-	-
Pdt supplémentaire de l'année		145 407	343 062	-	-	-	-	-
Pdt supplémentaire cumulé		145 407	488 469	488 469	488 469	488 469	488 469	488 469

➤ L'augmentation du taux de TFPB a permis de dégager un produit fiscal supplémentaire de 488 K€ entre **2022** et **2023**

* A partir de 2024, il est possible de varier le taux de THRS s'il est inférieur à 75% de la moyenne constatée l'année précédente dans l'ensemble des communes du département, sans que l'augmentation du taux soit supérieure à 5% de cette moyenne

4) Produits fiscaux (3 taxes ménages) :

Récapitulatif en €	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Bases TH	187 889	171 074	634 922	399 200	411 176	419 400	427 788	436 343
x Taux TH	10,16%	10,16%	10,16%	10,16%	10,16%	10,16%	10,16%	10,16%
= Produit TH	19 090	17 381	64 508	40 559	41 775	42 611	43 463	44 332
Bases FB	6 634 906	7 270 344	7 796 870	8 646 000	8 992 347	9 980 037	10 276 745	10 526 922
x Taux FB	45,10%	47,10%	51,50%	51,50%	51,50%	51,50%	51,50%	51,50%
= Produit FB	2 992 343	3 424 332	4 015 388	4 452 690	4 631 059	5 139 719	5 292 524	5 421 365
<i>+/- Ajustement coefficient correcteur</i>	<i>- 387 841</i>	<i>- 425 035</i>	<i>- 456 712</i>	<i>- 506 448</i>	<i>- 527 231</i>	<i>- 583 444</i>	<i>- 600 603</i>	<i>- 615 138</i>
= Produit FB après réforme	2 604 502	2 999 297	3 558 676	3 946 242	4 103 828	4 556 275	4 691 921	4 806 227
Bases FNB	88 478	95 716	101 983	105 200	108 356	110 523	112 734	114 988
x Taux FNB	110,76%	110,76%	110,76%	110,76%	110,76%	110,76%	110,76%	110,76%
= Produit FNB	97 998	106 015	112 956	116 520	120 015	122 415	124 864	127 361
= Produit spontané total	2 721 589	3 122 693	3 736 140	4 103 320	4 265 619	4 721 301	4 860 248	4 977 920
+ Rôles supplémentaires	53 559	- 5 335	28 185					
- Lissage	- 25 290	- 20 324	- 15 504	- 10 000	- 5 000	-	-	-
Contributions directes	2 749 858	3 097 034	3 748 821	4 093 320	4 260 619	4 721 301	4 860 248	4 977 920

➤ Produits fiscaux 3 taxes ménages : évolution nominale

Évolution nominale produits	Moyenne	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Produit TH	33,4%	-8,9%	271,1%	-37,1%	3,0%	2,0%	2,0%	2,0%
Produit FB	9,0%	14,4%	17,3%	10,9%	4,0%	11,0%	3,0%	2,4%
Produit FNB	3,8%	8,2%	6,5%	3,2%	3,0%	2,0%	2,0%	2,0%
Produit spontané total	8,9%	14,1%	18,2%	9,9%	4,0%	10,7%	2,9%	2,4%

Porté par les importantes revalorisations forfaitaires des dernières années et par la forte croissance physique des bases projetées sur le territoire communal, le produit des contributions directes devrait connaître une croissance particulièrement dynamique et progresser de 2 228 K€ (+81%) entre **2021** et **2028**, soit une évolution annuelle moyenne de +8,9%

LA FISCALITÉ

➤ Point sur le lissage fiscal et sur l'ajustement du coefficient correcteur :

Récapitulatif en €	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Bases TH	187 889	171 074	634 922	399 200	411 176	419 400	427 788	436 343
x Taux TH	10,16%	10,16%	10,16%	10,16%	10,16%	10,16%	10,16%	10,16%
= Produit TH	19 090	17 381	64 508	40 559	41 775	42 611	43 463	44 332
Bases FB	6 634 906	7 270 344	7 796 870	8 646 000	8 992 347	9 980 037	10 276 745	10 526 922
x Taux FB	45,10%	47,10%	51,50%	51,50%	51,50%	51,50%	51,50%	51,50%
= Produit FB	2 992 343	3 424 332	4 015 388	4 452 690	4 631 059	5 139 719	5 292 524	5 421 365
+/- Ajustement coefficient correcteur	- 387 841	- 425 035	- 456 712	- 506 448	- 527 231	- 583 444	- 600 603	- 615 138
= Produit FB après réforme	2 604 502	2 999 297	3 558 676	3 946 242	4 103 828	4 556 275	4 691 921	4 806 227
Bases FNB	88 478	95 716	101 983	105 200	108 356	110 523	112 734	114 988
x Taux FNB	110,76%	110,76%	110,76%	110,76%	110,76%	110,76%	110,76%	110,76%
= Produit FNB	97 998	106 015	112 956	116 520	120 015	122 415	124 864	127 361
= Produit spontané total	2 721 589	3 122 693	3 736 140	4 103 320	4 265 619	4 721 301	4 860 248	4 977 920
+ Rôles supplémentaires	53 559	- 5 335	28 185					
- Lissage *	- 25 290	- 20 324	- 15 504	- 10 000	- 5 000	-	-	-
Contributions directes	2 749 858	3 097 034	3 748 821	4 093 320	4 260 619	4 721 301	4 860 248	4 977 920

Impact coefficient correcteur	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Bases nettes FB (+bases EI exo.)	6 916 700	7 561 715	8 109 000	8 970 249	9 326 324	10 320 693	10 624 214	10 881 341
x Taux de référence	40,95%	40,95%	40,95%	40,95%	40,95%	40,95%	40,95%	40,95%
x (coefficient correcteur -1)	- 0,1381	- 0,1381	- 0,1381	- 0,1381	- 0,1381	- 0,1381	- 0,1381	- 0,1381
Ajustement coefficient correcteur	- 387 841	- 425 035	- 456 712	- 506 448	- 527 231	- 583 444	- 600 603	- 615 138

➤ A l'occasion de la réforme TH, la commune de Saint-Jory a été « surcompensée », c'est-à-dire qu'elle a obtenu plus de produit de TFPB qu'elle n'en avait perdu au titre de la THRP. A ce titre, elle fait l'objet d'un prélèvement chaque année via le « coefficient correcteur ». Ce prélèvement était égal à -456 K€ en 2023

* Depuis le 1er janvier 2017, chaque local professionnel entrant dans le champ de la révision des valeurs locatives des locaux professionnels dispose d'une nouvelle valeur locative révisée qui est égale au produit de sa surface pondérée par un tarif au mètre carré, éventuellement ajusté d'un coefficient de localisation. Dans le cadre de cette révision, un dispositif de lissage a été prévu pour étaler dans le temps la prise en compte de la VL de ces locaux. Les gains et pertes dus au lissage sont à la charge ou au bénéfice de la commune et s'étalent sur plusieurs années. Aussi, le montant de -15 504 € de lissage de FB inscrit dans l'état 1288 M de 2023 récapitulant les bases et produits définitifs de la commune a été effectivement prélevé à la commune

➤ Compensations fiscales

Il s'agit des compensations versées par l'Etat en contrepartie des exonérations fiscales constatées en N-1. Elles concernent les allocations au titre des trois taxes ménages (personnes modestes et âgées, terres agricoles,...) et celles relatives à l'ancienne taxe professionnelle, comprises désormais dans la « dotation unique spécifique » (DUS). Jusqu'en 2017, elles ont été utilisées comme variable d'ajustement de l'enveloppe normée définie dans le cadre des relations financières entre l'Etat et les collectivités territoriales

Non utilisée comme variable d'ajustement, la compensation TH disparaît à compter de 2021 avec la suppression de cette taxe. Plus exactement, elle est intégrée dans le calcul du montant de « TH à compenser » (année de référence 2020)

A partir de 2021 une *compensation FB établissements industriels* est rajoutée au titre de la réduction de moitié de la valeur locative des locaux industriels introduite par la loi de finances. Elle est égale au produit des bases exonérées de l'année x le taux de FB consolidé 2020. La commune de Saint-Jory a perçu 127 817 € à ce titre en 2023. A noter que la commune perçoit également des compensations de FB au titre de certains type logements sociaux présents sur son territoire. Le montant des compensations perçues à ce titre est passé de 5 051 € en 2021 à 34 380 € en 2023

Compensations en €	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Compensations TH	-	-	-	-	-	-	-	-
Compensations FB	127 182	150 525	164 954	200 743	175 170	179 130	182 744	186 415
Compensations FNB	19 765	19 719	19 607	19 357	19 739	19 739	19 739	19 739
Total des compensations	146 947	170 244	184 561	220 100	194 908	198 868	202 483	206 154

LES DOTATIONS DE L'ETAT – POPULATION, POTENTIEL ET CRITÈRES PHYSIQUES

➤ La population DGF :

Population DGF	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Population recensée n-1	5 857	5 965	6 451	6 853	7 426	7 926	8 426	8 926
Variation population n/n-1	108	486	402	573	500	500	500	500
Population totale	5 965	6 451	6 853	7 426	7 926	8 426	8 926	9 426
Résidences secondaires	13	13	14	14	14	14	14	14
Population DGF	5 978	6 464	6 867	7 440	7 940	8 440	8 940	9 440

La population légale 2021 en vigueur le 1^{er} janvier 2024 a été prise en compte (+573 habitants). Suite à cela, la municipalité a communiqué les tendances de son recensement réalisé en 2024, indiquant que la population communale devrait dépasser les 9 200 habitants. En raison du décalage de trois ans dans la mise à jour de la population légale, une croissance moyenne de +500 habitants par an a été extrapolée pour la période de **2025 à 2028**, projetant ainsi la population de la commune à environ 9 400 habitants à l'horizon **2028**

La population DGF s'obtient en rajoutant à la population INSEE, le nombre de résidences secondaires (RS). Le chiffre recensé dans la fiche individuelle DGF 2023 de la commune (14 RS) est reporté sur toute la prospective

➤ Les critères physiques :

Critères physiques	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Superficie (ha)	1 910	1 910	1 910	1 910	1 910	1 910	1 910	1 910
Longueur de voirie (m)	48 475	48 475	48 475	48 475	48 475	48 475	48 475	48 475
Revenu / habitants	15 792,1	16 080,0	15 694,3	16 638,5	17 639,5	18 120,1	18 379,0	18 641,5
Nombre d'enfants 3-16 ans	1 169	1 189	1 268	1 368	1 468	1 568	1 668	1 768

S'agissant des autres critères physiques utilisés pour le calcul des dotations : la longueur de la voirie communale est maintenue à 33 949 mètres tandis qu'une augmentation du nombre d'enfants de 3 à 16 ans est retenue pour coïncider avec les projections de croissance de population (*fiche individuelle DGF de 2023*)

➤ Le potentiel fiscal :

Les dernières lois de finances intégrant les effets des réformes de la fiscalité locale ménage (suppression de la taxe d'habitation) et des impôts de production (abattement de 50 % des valeurs locatives des établissements industriels, TFPB et CFE) rendaient nécessaire la modification des indicateurs financiers utilisés pour la répartition des dotations et des mécanismes de péréquation (potentiel fiscal et effort fiscal). Un dispositif de lissage, via l'application d'une fraction de correction dégressive, permet d'étaler, jusqu'en 2028, les effets de cette réforme. Initialement précisées par décret, leurs modalités d'application sont régulièrement amendées par les lois de finances

LES DOTATIONS DE L'ETAT – TABLEAU SYNTHÉTIQUE

➤ DGF (montants) :

Montants en €	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Dotation forfaitaire	202 702	185 883	190 986	228 324	279 675	302 247	334 111	371 238
Effet variation de population	9 845	44 712	37 338	53 583	47 106	47 435	47 744	48 037
Effet prélèvement pour péréquation	- 26 664	- 39 609	- -	2 232	- 24 534	- 15 571	- 10 618	- 5 076
Dotations d'aménagement	84 931	93 875	112 568	133 636	156 953	181 485	209 242	240 740
DSR fraction péréquation	84 931	92 895	111 392	132 225	155 259	179 453	206 803	237 814
Dotation potentiel financier	30 935	37 122	44 546	53 455	64 146	76 975	92 371	110 845
Dotation voirie	40 948	42 589	51 107	61 328	72 406	82 518	93 233	104 543
Dotation enfants 3-16 ans	13 482	13 605	15 820	17 441	18 707	19 960	21 199	22 426
Dotation PFI superficiaire	-	-	-	-	-	-	-	-
Ajustement DSR péréquation	- 434	- 421	- 81	-	-	-	-	-
DSR fraction Cible	-	-	-	-	-	-	-	-
DSR fraction Bourg-centre	-	-	-	-	-	-	-	-
DNP	-	980	1 176	1 411	1 693	2 032	2 439	2 926
Part principale	-	980	1 176	1 411	1 693	2 032	2 439	2 926
Part majoration	-	-	-	-	-	-	-	-
Dotation globale de fonctionnement	287 633	279 758	303 554	361 960	436 627	483 732	543 353	611 978

Compte tenu des hypothèses retenues (*population, AC et bases d'imposition*) la **DGF** pourrait doubler entre **2023** et **2028**

La **dotation forfaitaire** évolue sous l'effet des fluctuations de la population communale. Elle devrait ainsi sensiblement augmenter dans le contexte d'une projection dynamique du nombre d'habitants. Cette croissance permet de compenser le prélèvement destiné au financement interne de la péréquation, auquel la commune de Saint-Jory est soumis*. A noter que ce prélèvement ne s'est pas appliqué en **2023**. A elle seule, la dotation forfaitaire pourrait progresser de plus de 180 K€ entre **2023** et **2028**

La commune de Saint-Jory est éligible à la *fraction péréquation* de la **dotation de solidarité rurale**. Dans un contexte d'une croissance de population et d'un abondement de la DGF ciblant en particulier la *fraction péréquation*, la DSR perçue devrait est multipliée par deux. La collectivité bénéficie également, depuis **2022**, d'une éligibilité à la part principale de la **dotation nationale de péréquation** dont le montant demeure très faible

* La commune de Saint-Jory est concernée par le prélèvement sous condition de potentiel financier. Ce prélèvement s'applique lorsque le potentiel fiscal communal par habitant $\geq 85\%$ du potentiel fiscal moyen national par habitant. Il est plafonné à 1% des recettes réelles de fonctionnement du budget principal de N-1. Il est destiné à financer les abondements internes de DGF en faveur de la péréquation

LA DOTATION DE SOLIDARITÉ RURALE (DSR) – FRACTION PÉRÉQUATION

La *fraction « péréquation »* de la dotation de solidarité rurale (DSR) est attribuée aux communes de moins de 10 000 habitants dont le potentiel financier par habitant est inférieur au double du potentiel financier moyen par habitant des communes appartenant à la même strate démographique

	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Population DGF	5 978	6 464	6 867	7 440	7 940	8 440	8 940	9 440
x (1 + Écart Potentiel financier)	0,8441	0,9522	1,0116	0,9538	1,0949	1,1277	1,1534	1,1761
x Effort fiscal plafonné à 1,2	1,2000	1,2000	1,2000	1,2000	1,2000	1,2000	1,2000	1,2000
x Valeur de point	5,11	5,13	6,03	6,61	7,06	7,50	7,92	8,34
Fraction potentiel financier (en €)	30 935	37 122	44 546	53 455	64 146	76 975	92 371	110 845
Longueur de voirie	48 475	48 475	48 475	48 475	48 475	48 475	48 475	48 475
x Valeur de point	0,28	0,28	0,33	0,36	0,39	0,41	0,44	0,46
Fraction voirie (en €)	13 482	13 605	15 820	17 441	18 707	19 960	21 199	22 426
Nombre d'élèves	1 169	1 189	1 268	1 368	1 468	1 568	1 668	1 768
x Valeur de point	35,03	35,82	41,71	45,99	49,32	52,63	55,90	59,13
Fraction élèves (en €)	40 948	42 589	51 107	61 328	72 406	82 518	93 233	104 543
Population DGF	5 978	6 464	6 867	7 440	7 940	8 440	8 940	9 440
x (1 + Écart pot. Fin. Superficiaire)	-	-	-	-	-	-	-	-
x Valeur de point	2,99	3,05	3,58	3,93	4,23	4,53	4,84	5,14
Fraction Pot. fin. superficiaire (en €)	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Ajustement</i>	- 434	- 421	- 81	-	-	-	-	-
<i>Garantie</i>								
= DSR Péréquation (en €)	84 931	92 895	111 392	132 225	155 259	179 453	206 803	237 814

Les deux abondements successifs de la DGF de 320 M€ en **2023** et **2024**, avec une affectation majoritaire de l'enveloppe DSR sur la *fraction péréquation*, combinés à la dynamique de population constatée sur ces deux années (+15% d'augmentation du nombre d'habitant en deux ans) expliquent la sensible augmentation du montant de DSR péréquation projetée pour la commune. Celui-ci devrait progresser de +42% entre **2022** et **2024** et poursuivrait sa croissance les années suivantes, portée par une croissance démographique demeurant importante

LA DOTATION NATIONALE DE PÉRÉQUATION (DNP) – PART PRINCIPALE

La commune est éligible à la « *part principale* » de la **dotaton nationale de péréquation** (DNP). Deux types d'éligibilité existent :

- Une **éligibilité de plein droit** (ou totale) sous condition d'avoir un potentiel financier par habitant inférieur au ratio moyen des communes de la même strate démographique majoré de 5% et un effort fiscal supérieur au ratio moyen des communes de même strate
- Une **éligibilité à titre dérogatoire** (ou assouplie) sous condition d'un potentiel financier par habitant inférieur au ratio moyen des communes de la même strate démographique majoré de 5% et un effort fiscal compris entre 85% et 100% du ratio moyen des communes de même strate

Critères d'éligibilité	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Potentiel financier par habitant (Pfi)	1 203,08	1 083,87	1 069,65	1 165,79	1 114,43	1 098,19	1 078,18	1 069,86
Potentiel financier par hab. (Pfi) strate	1 040,79	1 034,43	1 082,17	1 114,29	1 231,33	1 258,91	1 273,47	1 298,60
Rapport Pfi/Pfi de la strate	115,59%	104,78%	98,84%	104,62%	90,51%	87,23%	84,66%	82,39%
Plafond d'éligibilité au Pfi	105%	105%	105%	105%	105%	105%	105%	105%
Effort fiscal commune	1,3370	1,5439	1,5305	1,5533	1,5161	1,4699	1,5252	1,4858
Effort fiscal strate	1,1648	1,1869	1,1816	1,1698	1,1728	1,1376	1,1035	1,0593
Rapport à l'effort fiscal de la strate	114,8%	130,1%	129,5%	132,8%	129,3%	129,2%	138,2%	140,3%
Seuil d'éligibilité Effort fiscal	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Eligibilité totale part principale	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
Eligibilité assouplie part principale	NON	NON	NON	NON	NON	NON	NON	NON

Montant DNP Part Principale	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Population DGF	5 978	6 464	6 867	7 440	7 940	8 440	8 940	9 440
x Ecart de potentiel financier	-10,59%	0,22%	6,16%	0,38%	14,49%	17,77%	20,34%	22,61%
x Valeur de point	68,85	68,92	70,30	70,04	69,83	69,62	69,42	69,21
x Coefficient attribution minorée	-	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
DNP part principale	-	980	1 176	1 411	1 693	2 032	2 439	2 926

Éligible de plein droit à la DNP « *part principale* » depuis **2022** du fait du passage sous le plafond d'éligibilité de son potentiel financier, la commune perçoit un montant à ce titre qui augmente légèrement chaque année. Cependant, en dépit de l'accroissement de l'écart de potentiel financier, l'attribution versée ne pouvant être inférieure à 90% ou supérieure à 120% à celle versée l'année précédente, son montant demeura faible et n'augmentera que modérément

Appréciation de l'éligibilité de la commune de Saint-Jory

Le décret n°2023-462 du 15 juin 2023, pris en application de l'article 113 de la loi n° 2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023 vient préciser certains points et notamment les deux conditions cumulatives pour qu'une commune puisse bénéficier de l'éligibilité à cette dotation :

➤ Une épargne brute enregistrant une baisse de plus de 15% :

A l'issue du compte administratif 2022, l'épargne brute de la commune s'élève à 179 210 €. Ce même solde d'épargne, au regard du compte administratif définitif communiqué par la commune, s'élève à 120 303 € en 2023. Ainsi, entre ces deux exercices, l'épargne brute a diminué de -32,87%, ce **qui satisfait donc à la condition visant à représenter moins de 22 % des RRF**

➤ Un potentiel financier inférieur au double du potentiel de référence (éligibilité à la fraction péréquation de la DSR)

Cette condition est remplie puisque la commune est éligible à la DSR Péréquation sur l'ensemble de la période

Au vu des éléments communiqués, la commune de Saint-Jory semble donc souscrire à l'ensemble des conditions requises et apparaît éligible à la dotation

Estimation du montant de la dotation

La dotation « inflation » est égale à **50 % de la différence entre l'augmentation des dépenses d'approvisionnement en énergie, électricité et chauffage urbain entre 2023 et 2022 et 50 % de celle des recettes réelles de fonctionnement entre 2023 et 2022**

En l'espèce, les postes de charges visés ont progressé de +12 497 € entre **2022 et 2023** quand les recettes réelles de fonctionnement ont augmenté de +427 552 €

Bien que la commune soit théoriquement éligible à la dotation "filet de sécurité", les modalités de calcul indiquent qu'elle ne devrait pas recevoir de financement dans ce cadre

LES PRODUITS DE FONCTIONNEMENT - *HYPOTHÈSES*

■ PRODUITS DES SERVICES (chap. 70)

2022 : 330 K€ (+2,3%)

2023 : 333 K€ (+1%)

■ *Redevances à caractère social/culturel (portage de repas à domicile, espace animation, multi accueil) : 87 K€ en 2022 (-30,4%) et 49 K€ en 2023 (-43,8% y.c. rattachements). A compter de 2024 évolution de cette recette pour tendre à 100 K€ à l'horizon 2026, soit 60 K€ en 2024 et 80 K€ en 2025 (avec prévision d'une augmentation des tarifs). Cette recette est maintenue à 100 K€ sur la fin de prospective (hypothèse prudente)*

■ *Redevances périscolaires (cantines) : 236 K€ en 2022 et 259 K€ en 2023. La croissance enregistrée l'année précédente provient de l'encaissement d'impayés des années précédentes. La commune table sur une croissance assez dynamique de ce poste de recettes découlant de l'augmentation du nombre d'enfants ainsi que celle des tarifs prévus. Aussi, une hausse de +4,4% et +18,5% est prévue en 2024 et 2025 avant de retrouver une évolution à hauteur de l'inflation. Ce poste atteindrait 340 K€ en 2028*

■ *Redevances d'occupation du domaine public : 0,2 K€ et 6,7 K€ en 2022 et 2023. Un montant annuel de 6,7 K€ est projeté sur les exercices suivants*

■ *Autres prestations de services (70688) : Un montant de 15,8 K€ a été perçu pour la première fois en 2023 au titre d'une indemnité compensatrice versée par La Poste. Celui-ci devrait évoluer à hauteur de l'inflation prévisionnelle par la suite*

■ *Solde (concessions cimetières) : 3 K€ par an entre 2023 et 2028*

■ IMPÔTS ET TAXES (HORS FISCALITÉ) (chap. 73)

■ *Attribution de compensation reçue : 1 973 K€ en 2022 puis diminution annuelle de l'AC versée par Toulouse Métropole de -18 K€ entre 2023 et 2026 où le montant perçu atteindrait 1 900 K€. L'AC est figée à cette hauteur entre 2026 et 2028*

■ *Dotation de solidarité communautaire : 311 K€ en 2022 et 444 K€ en 2023. L'enveloppe globale allouée par TM devrait croître à nouveau en 2024 (reversement d'une partie de la dynamique fiscale de la Métropole) et la somme versée à la commune pourrait atteindre 532 K€ (+20%). Une évolution est retenue par la suite à hauteur de l'inflation*

■ *Taxe locale sur la publicité extérieure : 146 K€ par an entre 2022 et 2024 puis 160 K€ entre 2025 et 2028 (hausse des tarifs)*

■ *Taxe additionnelle aux droits de mutations : diminution du montant perçu à ce titre en 2023 (-24,1%) dans un contexte de ralentissement du marché immobilier (hausse du coût du crédit). La commune souhaité prévoir une nouvelle baisse en 2024 à hauteur de 230 K€ et figer ce montant à cette hauteur les années suivantes*

■ *Droits de place : 22 K€ en 2023 (intègre les recettes de 2022). 14 K€ sont projetés en 2024 puis hausse de cette recette à 16,5 K€ par an (augmentation du nombre de places et hausse des tarifs appliqués)*

LES PRODUITS DE FONCTIONNEMENT - *HYPOTHÈSES*

▪ DOTATIONS ET PARTICIPATIONS (HORS DGF ET COMPENSATIONS FISCALES) (chap. 74)

- *FCTVA fonctionnement* : application du taux de compensation de la TVA payée en fonctionnement sur les travaux sur la voirie, les bâtiments publics et les réseaux réalisés en N-1, sur la base de 80% de dépenses éligibles
- *Participations Autres Organismes (recettes CAF)* : 594 K€ en **2022** et 533 K€ en **2023**. A compter de **2024**, l'association gestionnaire de l'ALAE (Léo Lagrange) va percevoir directement le « Bonus Territoire » qu'il va reverser à la commune. La recette perçue à ce titre est estimée à 558 K€ en **2024**. Report de cette recette sur les **années suivantes**
- *Autres attributions et participations (7488)* : 168,2 K€ en **2022** et 61,2 K€ en **2023** (-64%). La commune devrait perdre une recette de 58 729 €. De fait les prévisions projetées sont ramenées à 3 K€ par an sur cet article dès **2024**
- *Dotation recensement* : 10,7 K€ en **2024**
- *Solde* : 4 K€ en **2023** et inflation

▪ PRODUITS DE GESTION (chap. 75)

- *Produits des immeubles* : les recettes perçue à ce titre s'élèvent à 182 K€ et 160 K€ en **2022** et **2023**. Un montant de 163 K€ est attendu en **2024** au titre essentiellement du loyer payé par la gendarmerie. Sur la prospective, une évolution annuelle de +2% est prévue à l'exception de **2026** où une hausse plus importante (+12%) est projetée pour de nouvelles locations (acquisition par la commune de logements)

▪ ATTÉNUATIONS DE CHARGES (chap. 013)

2022 : 93 K€ (*remboursements arrêts maladie*) **2023** : 95 K€

Ce chapitre est maintenu à ce montant de **2024** à **2028**

▪ PRODUITS EXCEPTIONNELS (chap. 77)

2022 : 178 K€ (somme versée par l'état en raison de la mise en place d'un vaccinodrome sur le territoire communal durant la crise sanitaire) **2023** : 22,4 K€ **2024** : 23 K€ (remboursement de sinistres pour un montant de 21 K€)
2024-2028 : 1,5 K€ par an

LES PRODUITS DE FONCTIONNEMENT - MONTANTS

Montants en €	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Produits de fonct. courant stricts	7 179 272	7 617 846	8 199 195	8 685 839	8 952 488	9 505 097	9 732 885	9 949 412
Impôts et taxes (73)	5 371 832	5 884 222	6 577 840	6 952 160	7 128 516	7 580 613	7 729 227	7 856 735
Contributions directes	2 749 858	3 097 034	3 748 821	4 093 320	4 260 619	4 721 301	4 860 248	4 977 920
Attribution de compensation reçue	1 983 231	1 972 756	1 954 669	1 936 582	1 918 495	1 900 408	1 900 408	1 900 408
Dotation de solidarité communautaire	250 719	311 023	443 548	532 258	542 903	552 404	562 071	571 907
Taxe locale sur la publicité extérieure	-	146 934	146 483	146 000	160 000	160 000	160 000	160 000
Taxe additionnelle DMTO	376 768	345 551	262 274	230 000	230 000	230 000	230 000	230 000
Droits de place	11 256	-	22 045	14 000	16 500	16 500	16 500	16 500
Solde impôts et taxes	-	10 924	-	-	-	-	-	-
Dotations et participations (74)	1 271 400	1 221 847	1 128 370	1 214 856	1 231 566	1 285 446	1 354 031	1 432 251
DGF	270 814	284 861	340 892	413 311	459 200	515 596	580 480	654 940
Compensations fiscales	146 947	170 244	184 561	220 100	194 908	198 868	202 483	206 154
FCTVA Fonctionnement	2 370	3 885	4 280	5 877	12 467	5 905	5 905	5 905
Participations Département	48 108	-	-	-	-	-	-	-
DGD	78 535	-	-	-	-	-	-	-
Participations autes organismes (CAF)	566 495	594 204	533 323	557 715	557 715	557 715	557 715	557 715
Autres attributions et participations (7488)	142 046	168 234	61 244	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000
Dotation recensement	-	-	-	10 662	-	-	-	-
Solde participations de fct courant	16 083	420	4 070	4 192	4 276	4 361	4 449	4 538
Autres produits de fonct. courant	536 040	511 776	492 986	518 823	592 407	639 039	649 627	660 426
Produits du service (70)	322 536	329 865	333 086	355 727	426 049	452 777	459 639	466 639
Redevances services à caractère social	125 476	87 387	49 117	60 000	80 000	100 000	100 000	100 000
Redevances services périscolaires	191 828	236 289	258 654	270 000	320 000	326 400	332 928	339 587
Redevances d'occupation domaine public	-	231	6 702	6 650	6 650	6 650	6 650	6 650
Autres prestations de services (70688)	-	-	15 762	16 077	16 399	16 727	17 061	17 403
Solde produits de gestion	5 232	5 958	2 850	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000
Autres prod. de gestion courante (75)	213 504	181 911	159 900	163 096	166 358	186 262	189 987	193 787
Revenu des immeubles	207 352	181 899	159 898	163 096	166 358	186 262	189 987	193 787
Solde atténuations de produits	6 152	12	2	-	-	-	-	-
Atténuations de charges (013)	126 738	93 285	94 993	95 000	95 000	95 000	95 000	95 000
Produits de fonct. courant	7 306 009	7 711 131	8 294 188	8 780 839	9 047 488	9 600 097	9 827 885	10 044 412
Produits exceptionnels larges (77)	223 025	177 935	22 430	23 000	1 500	1 500	1 500	1 500
Produits de fonctionnement	7 529 034	7 889 066	8 316 618	8 803 839	9 048 988	9 601 597	9 829 385	10 045 912

Les produits de fonctionnement passeraient de 7 529 K€ en 2021 à 10 046 K€ en 2028, soit une hausse d'environ +2 517 K€ sur la période (+359 K€ par an en moyenne)

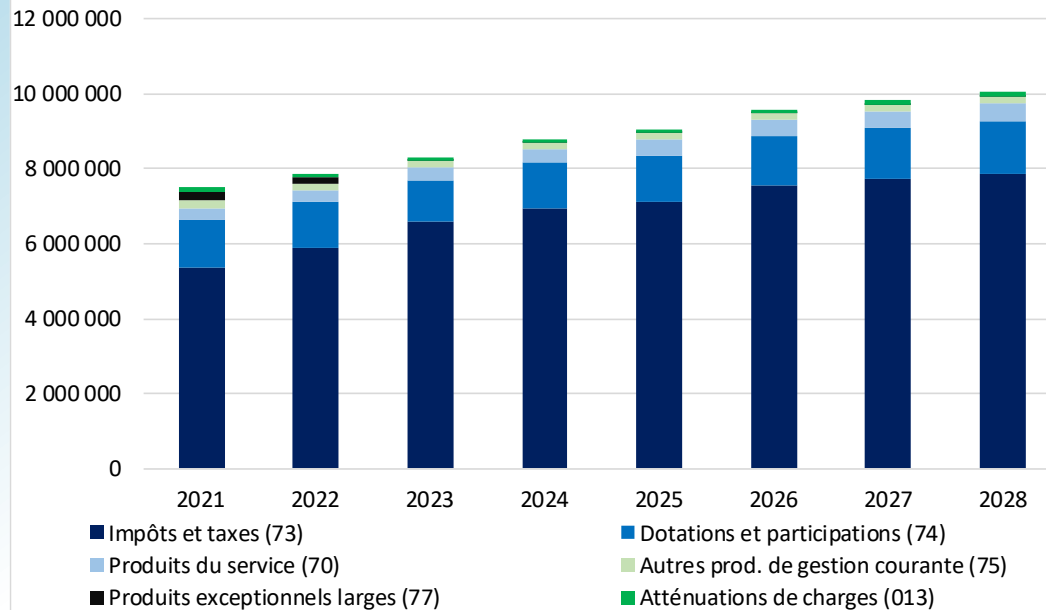
LES PRODUITS DE FONCTIONNEMENT – ÉVOLUTION NOMINALE

Évolution nominale	Moy.	2022/21	2023/22	2024/23	2025/24	2026/25	2027/26	2028/27
Produits de fonct. courant stricts	5,2%	6,1%	7,6%	5,9%	3,1%	6,2%	2,4%	2,2%
Impôts et taxes (73)	6,2%	9,5%	11,8%	5,7%	2,5%	6,3%	2,0%	1,6%
Contributions directes	9,9%	12,6%	21,0%	9,2%	4,1%	10,8%	2,9%	2,4%
Attribution de compensation reçue	-0,7%	-0,5%	-0,9%	-0,9%	-0,9%	-0,9%	0,0%	0,0%
Dotation de solidarité communautaire	14,4%	24,1%	42,6%	20,0%	2,0%	1,8%	1,8%	1,7%
Taxe locale sur la publicité extérieure	s.o.	s.o.	-0,3%	-0,3%	9,6%	0,0%	0,0%	0,0%
Taxe additionnelle DMTO	-7,9%	-8,3%	-24,1%	-12,3%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Droits de place	s.o.	-100,0%	s.o.	-36,5%	17,9%	0,0%	0,0%	0,0%
Solde impôts et taxes	s.o.	s.o.	-100,0%	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Dotations et participations (74)	1,1%	-3,9%	-7,7%	7,7%	1,4%	4,4%	5,3%	5,8%
DGF	13,6%	5,2%	19,7%	21,2%	11,1%	12,3%	12,6%	12,8%
Compensations fiscales	5,5%	15,9%	8,4%	19,3%	-11,4%	2,0%	1,8%	1,8%
FCTVA Fonctionnement	16,4%	63,9%	10,2%	37,3%	112,1%	-52,6%	0,0%	0,0%
Participations Département	s.o.	-100,0%	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
DGD	s.o.	-100,0%	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Participations autes organismes (CAF)	-0,3%	4,9%	-10,2%	4,6%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Autres attributions et participations (7488)	-47,4%	18,4%	-63,6%	-95,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Dotation recensement	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	-100,0%	s.o.	s.o.	s.o.
Solde participations de fct courant	-19,3%	-97,4%	869,0%	3,0%	2,0%	2,0%	2,0%	2,0%
Autres produits de fonct. courant	3,3%	-4,5%	-3,7%	5,2%	14,2%	7,9%	1,7%	1,7%
Produits du service (70)	6,1%	2,3%	1,0%	6,8%	19,8%	6,3%	1,5%	1,5%
Redevances services à caractère social	-3,7%	-30,4%	-43,8%	22,2%	33,3%	25,0%	0,0%	0,0%
Redevances services périscolaires	9,6%	23,2%	9,5%	4,4%	18,5%	2,0%	2,0%	2,0%
Redevances d'occupation domaine public	s.o.	s.o.	2799,9%	-0,8%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Autres prestations de services (70688)	s.o.	s.o.	s.o.	2,0%	2,0%	2,0%	2,0%	2,0%
Solde produits de gestion	-8,9%	13,9%	-52,2%	5,3%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Autres prod. de gestion courante (75)	-1,9%	-14,8%	-12,1%	2,0%	2,0%	12,0%	2,0%	2,0%
Revenu des immeubles	-1,4%	-12,3%	-12,1%	2,0%	2,0%	12,0%	2,0%	2,0%
Solde atténuations de produits	s.o.	-99,8%	-81,8%	-100,0%	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Atténuations de charges (013)	-4,7%	-26,4%	1,8%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Produits de fonct. courant	5,0%	5,5%	7,6%	5,9%	3,0%	6,1%	2,4%	2,2%
Produits exceptionnels larges (77)	-56,6%	-20,2%	-87,4%	2,5%	-93,5%	0,0%	0,0%	0,0%
Produits de fonctionnement	4,5%	4,8%	5,4%	5,9%	2,8%	6,1%	2,4%	2,2%

Les produits de fonctionnement progressent en moyenne de +4,5% chaque année sur la période 2021-2028

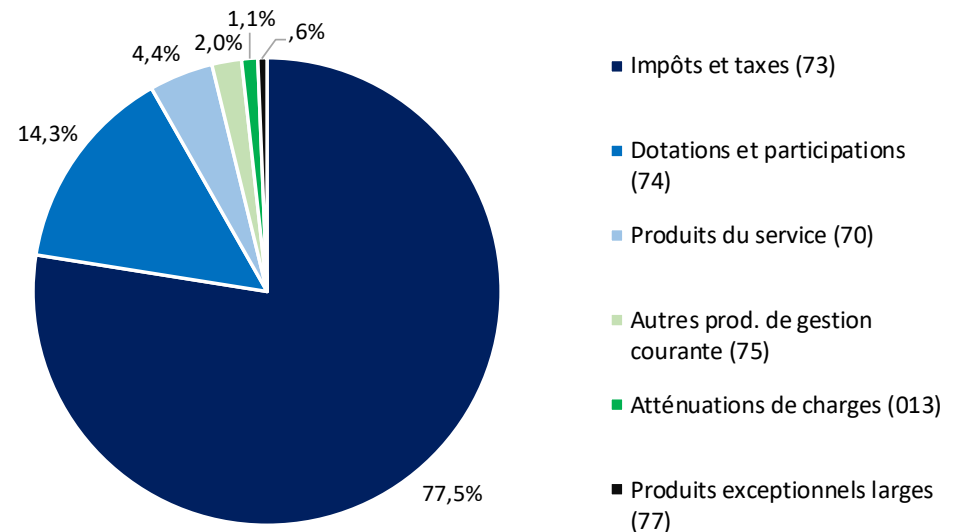
LES PRODUITS DE FONCTIONNEMENT – STRUCTURE ET ÉVOLUTIONS

Structure des produits de fonctionnement



➤ Les produits imputés au *chapitre impôts et taxes (73)* représentent plus des trois quart des ressources communales. Leur progression dynamique participe à la croissance des produits de fonctionnement communaux

Produits de fonctionnement cumulés (2021-2028)



La programmation de l'investissement

- ✓ *Les dépenses d'investissement*
- ✓ *Les recettes d'investissement*

LA PROGRAMMATION DE L'INVESTISSEMENT - DÉPENSES

Dépenses d'investissements en €	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Informatique Mairie	28 649	15 355	-	-	-	-	-	-
Gendarmerie	1 013	-	-	-	-	-	-	-
Maison de la petite enfance	-	12 804	-	-	-	-	-	-
École maternelle	11 350	20 312	-	-	-	-	-	-
Gymnase	10 800	-	-	-	-	-	-	-
Matériel restauration élémentaire	3 108	18 178	-	-	-	-	-	-
Stade	-	828	-	-	-	-	-	-
Équipements festivités	6 486	1 714	-	-	-	-	-	-
Matériel Police Municipale	9 309	4 204	-	-	-	-	-	-
Point Accueil Jeunesse	796	1 283	-	-	-	-	-	-
Tennis Couverts	4 202	-	-	-	-	-	-	-
Nouvelle école élémentaire	21 938	120 950	-	-	-	-	-	-
Plage Braguessou	6 129	-	-	-	-	-	-	-
Médiathèque	280 485	42 163	-	-	-	-	-	-
Matériels et Mobiliers ALAE	540	17 214	-	-	-	-	-	-
Maternelle du Lac	75 482	22 649	-	350 000	300 000	-	-	-
Parc Urbain	1 901	-	-	-	-	-	-	-
École élémentaire George Brassens	110 821	103 066	-	-	-	-	-	-
Terrain de Sport	-	4 588	-	-	-	-	-	-
Gymnase Jean de la Fontaine	1 120 969	70 207	-	-	-	-	-	-
Jardins Partagés	173 744	6 976	-	-	-	-	-	-
Matériels services techniques	-	2 966	-	-	-	-	-	-
Autres opérations d'équipement (ajustement)	90 026	255 053	1 989 541	1 400 000	500 000	800 000	800 000	800 000
Total des dépenses directes d'équipement	1 957 748	720 509	1 989 541	1 750 000	800 000	800 000	800 000	800 000
Autre DI diverses	759 538							
Total des DI hors remboursement emprunt	1 957 748	720 509	2 749 079	1 750 000	800 000	800 000	800 000	800 000

Au regard du compte administratif communiqué par la commune, 2 749 K€ de dépenses d'investissement ont été réalisées en **2023**. Au total, entre **2021** et **2023**, un montant de 5 427 K€ de dépenses d'investissement a été réalisé

Par la suite, un total de dépenses d'équipement de 1 750 K€ a été programmé sur la période **2024**. Ces dépenses concernent des travaux sur l'école maternelle pour 350 K€ et des RAR de **2023** pour 1 400 K€. A compter de **2025**, en intégrant la dépense de 300 K€ pour le programme de l'école Maternelle, une enveloppe annuelle de dépenses d'investissement courantes de 800 K€ a été retenue

LA PROGRAMMATION DE L'INVESTISSEMENT - RECETTES

Recettes d'investissements en €	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Maternelle du Lac	145 023	86 612	-	125 000	250 000	-	-	-
Autres opérations d'équipement (ajustement)	-	102 538	479 376	777 402	-	-	-	-
Total des subventions	145 023	189 150	479 376	902 402	250 000	-	-	-
Amendes (c/1342)								
DETR								
Autre compte 13		4 000	165 000					
Total compte 13	145 023	193 150	644 376	902 402	250 000	-	-	-
Taxe d'aménagement	63 836	-	20 874					
FCTVA	299 258	307 856	108 829	244 773	215 303	98 422	98 422	98 422
Autres dotations								
Total compte 10	363 094	307 856	129 703	244 773	215 303	98 422	98 422	98 422
Produit des cessions	645 000	160 000	1 566 800	732 000				
Autres recettes d'investissement			57 296					
Total des Recettes d'invest. hors emprunt	1 153 117	661 006	2 398 175	1 879 175	465 303	98 422	98 422	98 422

Une recette de subvention de 479 K€ a été perçue en **2023**. Les subventions attendues sur les prochains exercices portant sur le programme « Maternelle du Lac » s'élèvent à 375 K€ réparties sur les exercices **2024** et **2025**. A noter également des RAR en recettes d'investissement pour 777 K€ en **2024** correspondant à des reliquats de subventions (versées par l'Etat et le Conseil Départemental)

Par ailleurs, la commune a perçu d'importantes recettes de produits de cessions pour un total de 2 372 K€ sur les trois derniers exercices clos. Un produit de cession de 732 K€ est également attendu en **2024**

Les autres recettes programmées sur la prospective proviennent du FCTVA calculé sur la base d'une éligibilité de 75% des recettes d'investissement de l'année n-1. A noter qu'aucune recette de Taxe d'aménagement (TA) n'est prévue. En effet, malgré la présence de zones de TA majorée sur la commune, il n'est pas possible de savoir à ce jour si les nouvelles constructions estimées auront lieu dans ces zones. L'hypothèse prudente d'absence de perception de recettes à ce titre a donc été retenue

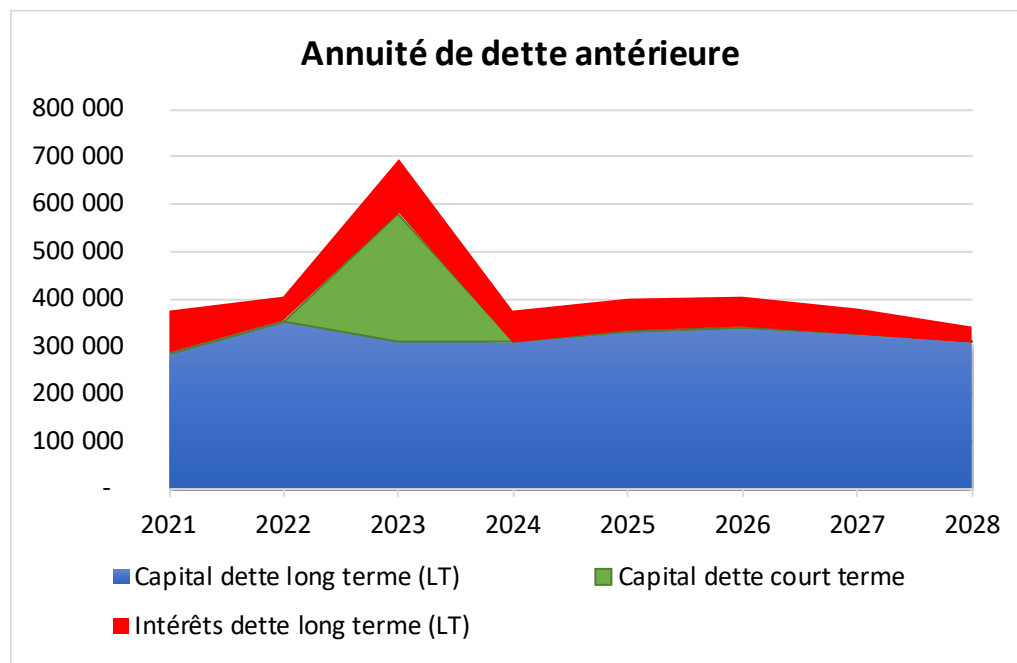
La projection de l'annuité de la dette antérieure

L'ANNUITÉ DE LA DETTE ANTÉRIEURE

Montant de l'annuité de la dette antérieure

Annuité ancienne en €	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Capital dette long terme (LT)	286 622	353 685	310 775	308 990	315 496	322 215	307 208	288 777
Capital dette court terme			270 000					
Intérêts dette long terme (LT)	86 595	52 905	114 373	67 856	61 561	53 265	44 744	23 275
Annuité totale	373 217	676 590	695 148	376 847	377 057	375 480	351 952	312 051
Annuité totale retraitée	373 217	406 590	425 148	376 847	377 057	375 480	351 952	312 051

La perspective d'extinction de dette de la commune de Saint-Jory se révèle légèrement favorable. En effet, l'annuité, retraitée du remboursement du prêt relais de 270 K€, diminue d'environ 27% entre **2023** et **2028**, passant de 425 K€ à 312 K€. A noter que la commune aura remboursé l'intégralité de son encours de dette en **2036**

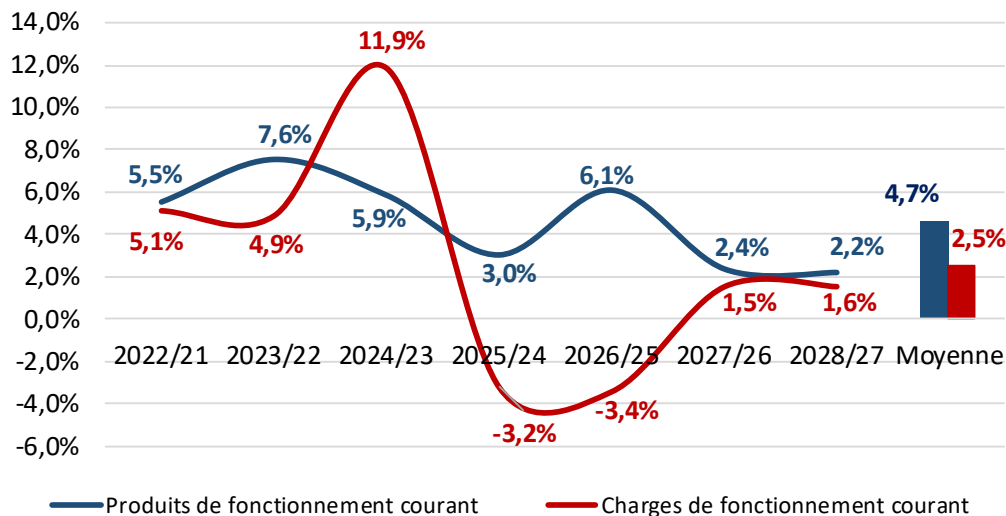


Les autres emprunts nécessaires, le cas échéant, au bouclage de l'étude seront simulés sur une durée de 20 ans à un taux de 5% de **2024** à **2028**

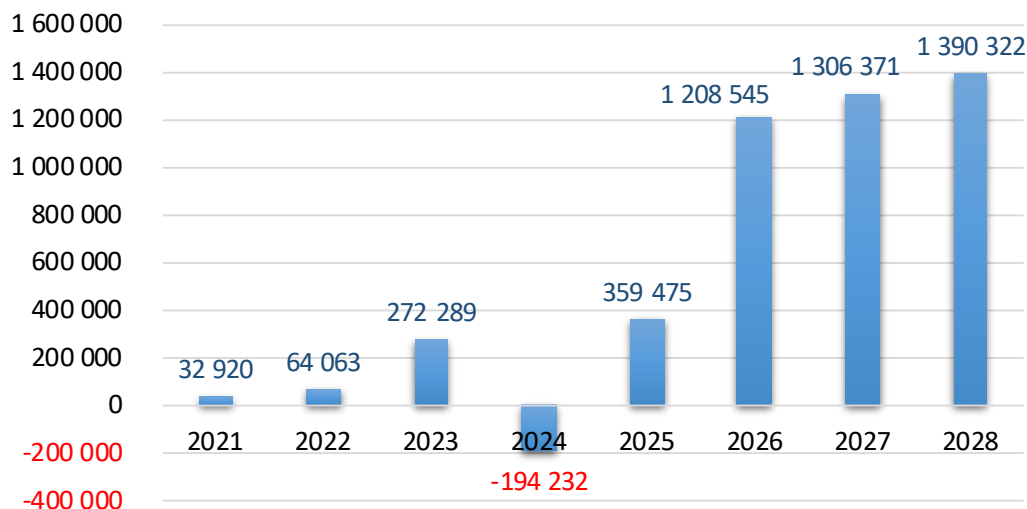
Présentation des résultats du scenario de référence

UN EXCÉDENT BRUT COURANT (EBC) NÉGATIF EN 2024

Comparatif de l'évolution des charges et produits de fonctionnement courant



Excédent Brut Courant (EBC) en €



➤ Après avoir enregistré une croissance d'environ +5% au cours des deux derniers exercices, les charges courantes devraient augmenter de manière plus significative en 2024 (+11,9%). Cette augmentation est principalement due à la dynamique des dépenses des *chapitres 011 et 012* au cours de cet exercice. La commune projette ensuite deux baisses consécutives en mettant l'accent sur la nécessaire maîtrise de l'évolution des deux postes précités

➤ Parallèlement, les produits courants connaissent une croissance annuelle, portée par le dynamisme des produits des contributions directes et de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF)

➤ Cependant, l'augmentation des recettes courantes projetée en **2024**, ne parviendrait pas à compenser la forte croissance des charges observée sur le même exercice. Cela entraîne une détérioration de l'Excédent Brut Courant (EBC), qui devient déficitaire pour cet exercice, indiquant un déséquilibre de la section de fonctionnement

➤ Néanmoins, en moyenne, les revenus générés par la commune augmentent plus rapidement que les dépenses de fonctionnement (augmentation de +4,7% par rapport à +2,5%). Avec cette tendance, l'Excédent Brut Courant (EBC), qui est la différence entre les recettes et les dépenses courantes, serait multiplié par cinq entre **2023** et **2028**, passant de 272 K€ à 1 390 K€

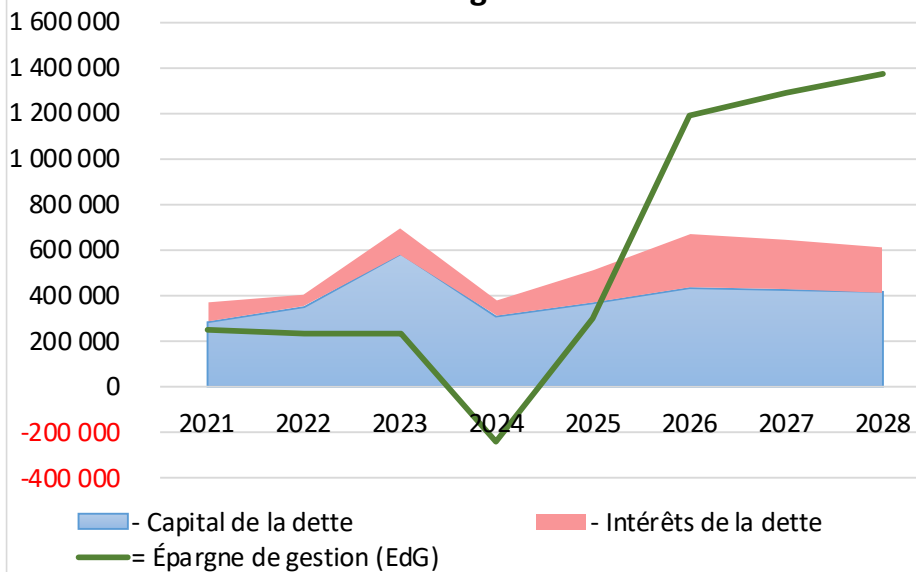
UNE ÉPARGNE NETTE DÉFICITAIRE EN 2024 ET 2025

Scénario de référence	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Produits de fonct. courant	7 306 009	7 711 131	8 294 188	8 780 839	9 047 488	9 600 097	9 827 885	10 044 412
- Charges de fonct. courant	7 273 090	7 647 068	8 021 900	8 975 071	8 688 013	8 391 553	8 521 513	8 654 090
= Excédent Brut Courant (EBC)	32 920	64 063	272 289	-194 232	359 475	1 208 545	1 306 371	1 390 322
+ Solde exceptionnel large	220 434	168 053	-37 612	-46 500	-62 000	-16 500	-16 500	-16 500
= Épargne de gestion (EdG)	253 354	232 116	234 677	-240 732	297 475	1 192 045	1 289 871	1 373 822
- Intérêts de la dette	86 595	52 905	114 373	67 856	146 561	235 694	221 450	193 971
= Épargne brute (EB)	166 759	179 211	120 303	-308 588	150 914	956 351	1 068 422	1 179 851
- Capital de la dette	286 622	353 685	580 775	308 990	366 908	436 683	427 400	414 978
= Épargne nette (EN)	-119 863	-174 474	-460 472	-617 579	-215 994	519 668	641 022	764 873
ou EN retraitée du capital CT	-119 863	-174 474	-190 472	-617 579	-215 994	519 668	641 022	764 873

➤ Enregistrant un déficit de sa section de fonctionnement en **2024**, la commune n'est donc pas en mesure d'assumer l'annuité de dette ancienne. Bien qu'elle pourrait retrouver une épargne brute positive en **2025**, elle n'apparaît toujours pas en capacité de supporter le remboursement de sa dette ancienne et de celle générée par les emprunts simulés en **2024** et **2025**

➤ Deux prêts sont en effet retenus sur ces deux exercices (pour un total de 3 700 K€ générant une annuité nouvelle de 297 K€) afin de financer les dépenses d'investissement, couvrir le déficit d'épargne nette mais aussi pour gommer les déficits reportés des années antérieures (*voir diapositive suivante dédiée*). Ce dernier point n'apparaît pas légal en pratique puisqu'il s'agirait de recourir à l'emprunt pour combler des déficits des exercices antérieurs et couvrir le remboursement d'une partie du capital de dette de la commune. Aussi, l'emprunt simulé ici correspond en réalité à un **besoin de financement** permettant à la commune de retrouver, sur le court terme, des équilibres satisfaisants

Couverture de l'annuité de dette par l'épargne de gestion



L'épargne nette est le solde obtenu au terme des opérations de fonctionnement après couverture, par les recettes d'exploitation, des charges de même nature élargies au capital de la dette ancienne et nouvelle

RATIOS D'ÉQUILIBRE DE LA COLLECTIVITÉ

Scénario de référence	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Équilibre général	OUI	OUI	OUI	NON	NON	OUI	OUI	OUI
Recettes de fonctionnement	8 597 759	8 421 648	9 951 903	9 543 049	9 050 654	9 603 263	10 090 538	11 098 429
Dépenses de fonctionnement	8 226 886	8 098 310	9 946 359	10 027 671	9 565 940	9 343 776	8 944 207	9 049 305
Poids des charges/produit fct.	95,7%	96,2%	99,9%	105,1%	105,7%	97,3%	88,6%	81,5%
Équilibre légal	NON	OUI	NON	NON	NON	OUI	OUI	OUI
Dotations aux amortissements	214 538	226 745	181 578	181 578	181 578	181 578	181 578	181 578
Excédents de fct. reporté	418 652	370 873	66 819	5 544	0	0	259 487	1 050 851
Épargne brute	166 759	179 211	120 303	-308 588	150 914	956 351	1 068 422	1 179 851
Épargne brute (+002+solde MO)/ DAP	- 0,3	1,7	- 7,6	- 1,7	0,8	5,3	7,3	12,3

➤ Une analyse des ratios d'équilibre de la commune permet de mettre en lumière l'absence d'équilibre observée sur les deux prochains exercices :

En **2024** et **2025**, les produits de fonctionnement ne permettent plus de couvrir l'ensemble des charges de même nature élargies à la couverture des amortissements et à la prise en compte du résultat déficitaire reporté de cette section. Ainsi, à titre d'exemple, en **2025**, le montant des dépenses de fonctionnement de 9 565 940 € intègrent l'ensemble des charges réelles (8 898 074 €), la dotation aux amortissements (183 244 €) et le résultat déficitaire de fonctionnement de l'année précédente (484 622 €)

➤ La commune afficherait, dans ce contexte, un déséquilibre de sa section de fonctionnement contraire aux règles d'équilibre budgétaire de l'article L.1612-4 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), situation insoutenable pouvant l'exposer à une saisine de la Chambre Régionale des Comptes (CRC) par le Préfet*

➤ Elle doit par ailleurs assurer, a minima, la couverture des *dotations d'amortissements* par son épargne brute ou, à défaut, par ses excédents de fonctionnement reportés. En l'espèce, en **2023**, si l'équilibre général était respecté, l'équilibre légal ne l'était pas dans la mesure où l'épargne brute dégagée (120 303 €) ne permettait pas à la commune de couvrir sa dotation aux amortissements (181 578€). Dans ce scénario de soldes d'épargne dégradés, la commune ne sera pas en capacité de satisfaire cette contrainte sur les deux exercices à venir

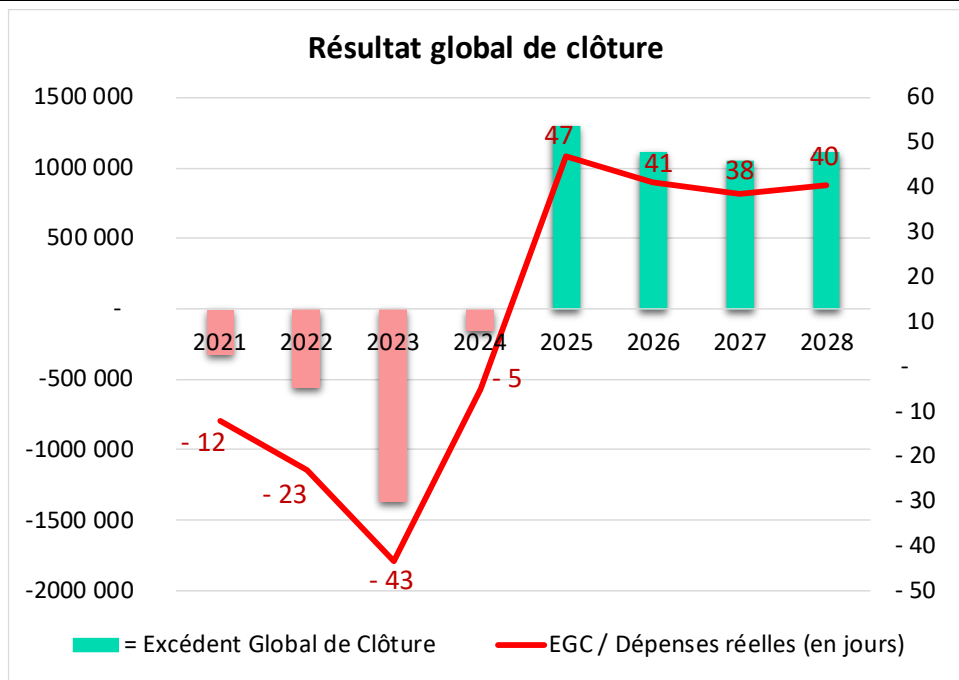
***Article L. 1612-4 CGCT** : Le budget de la collectivité territoriale est en équilibre réel lorsque la section de fonctionnement et la section d'investissement sont respectivement votées en équilibre, les recettes et les dépenses ayant été évaluées de façon sincère, et lorsque le prélèvement sur les recettes de la section de fonctionnement au profit de la section d'investissement, ajouté aux recettes propres de cette section, à l'exclusion du produit des emprunts, et éventuellement aux dotations des comptes d'amortissements et de provisions, fournit des ressources suffisantes pour couvrir le remboursement en capital des annuités d'emprunt à échoir au cours de l'exercice.

UN DÉFICIT DU RÉSULTAT DES ANNÉES ANTÉRIEURES NÉCESSITANT UNE ACTION CORRECTIVE

Montants en €	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Résultat reporté n-1 (y. c. 1068)	- 29 948	- 322 235	- 556 212	- 1 367 588	- 155 991	1 293 317	1 111 407	1 050 851
dont résultat de fct. reporté	418 652	370 873	66 819	5 544	- 484 622	- 515 286	259 487	1 050 851
dont affectation au résultat 1068	-	-	256 520	-	-	-	-	95 480
dont résultat d'inv. reporté	- 448 600	- 693 108	- 879 551	- 1 373 132	328 631	1 808 603	851 920	- 95 480
= Résultat capitalisé n	- 478 548	- 1 015 343	- 1 435 763	- 2 740 719	172 641	3 101 921	1 963 328	955 372
+ Variation EGC n	- 292 287	- 233 977	- 811 376	1 211 597	1 449 308	- 181 910	- 60 556	63 295
= Résultat Global de Clôture	- 322 235	- 556 212	- 1 367 588	- 155 991	1 293 317	1 111 407	1 050 852	1 114 146
EGC / Dépenses réelles (en jours)	- 12	- 23	- 43	- 5	47	41	38	40

➤ A la fin de l'exercice budgétaire **2023**, la commune de Saint-Jory enregistre un résultat global de clôture nettement déficitaire (- 1368 K€) démontrant un besoin de financement important. Il est important de rappeler ici que, selon le niveau de déficit d'exécution budgétaire affiché lors de l'arrêté des comptes, une collectivité s'expose à une saisine de la CRC (article L. 1612-14 du CGCT**)

➤ L'action correctrice nécessaire pour un retour à l'équilibre est ici simulée grâce à la mobilisation **théorique** de deux emprunts permettant à la commune de retrouver, dès **2025**, un excédent global de clôture de 1 293 K€, soit un **équivalent dépenses de 47 jours de fonds de roulement**



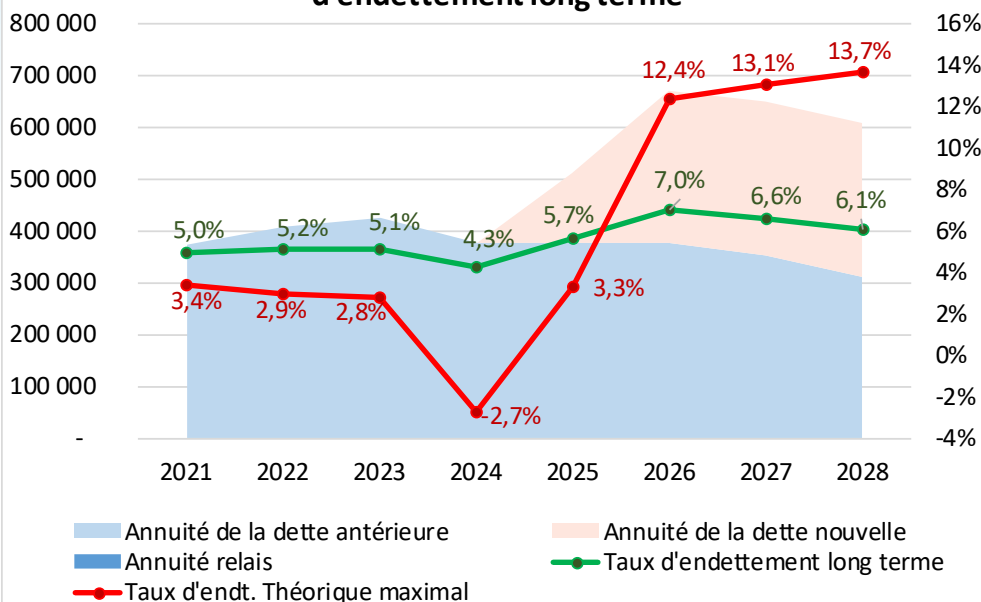
****Article L. 1612-14 CGCT :** Lorsque l'arrêté des comptes des collectivités territoriales fait apparaître dans l'exécution du budget, après vérification de la sincérité des inscriptions de recettes et de dépenses, un déficit égal ou supérieur à 10 % des recettes de la section de fonctionnement s'il s'agit d'une commune de moins de 20 000 habitants et à 5 % dans les autres cas, la chambre régionale des comptes, saisie par le représentant de l'Etat, propose à la collectivité territoriale les mesures nécessaires au rétablissement de l'équilibre budgétaire, dans le délai d'un mois à compter de cette saisine

L'équivalent jour est obtenu par le calcul suivant : excédent global de clôture / dépenses réelles totales. On considère qu'un fonds de roulement équivalent à un mois de dépenses est suffisant à une commune pour faire face à ses dépenses courantes, dès lors qu'elle encaisse mensuellement les douzièmes de fiscalité et de DGF

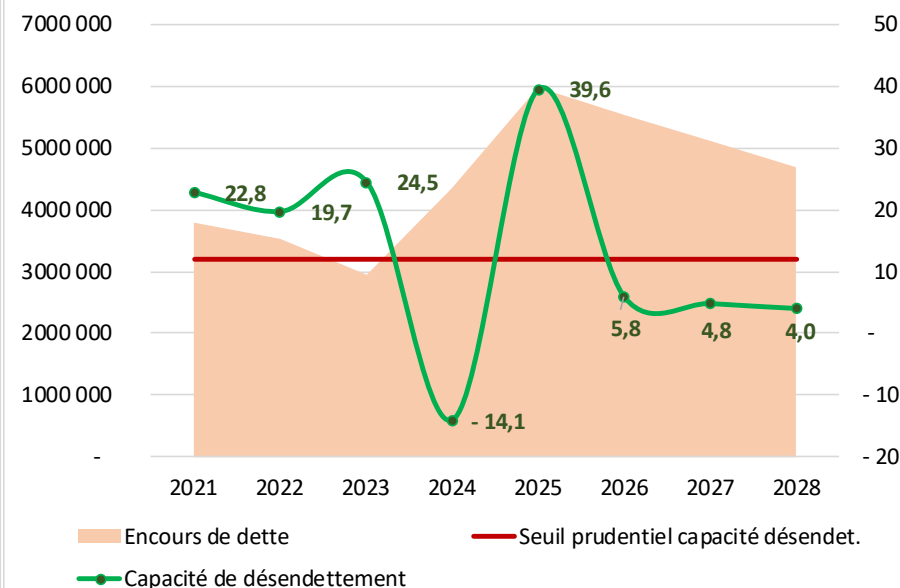
LES INDICATEURS D'ENDETTEMENT THÉORIQUES

Dettes long terme - Montants €	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Capital de la dette	286 622	353 685	310 775	308 990	366 908	436 683	427 400	414 978
Intérêts de la dette	86 595	52 905	114 373	67 856	146 561	235 694	221 450	193 971
Annuité de la dette	373 217	406 590	425 148	376 847	513 470	672 377	648 849	608 949
Épargne de gestion	253 354	232 116	234 677	- 240 732	297 475	1 192 045	1 289 871	1 373 822
Taux d'endettement long terme	5,0%	5,2%	5,1%	4,3%	5,7%	7,0%	6,6%	6,1%
Taux d'end. Théorique maximal	3,4%	2,9%	2,8%	-2,7%	3,3%	12,4%	13,1%	13,7%
Épargne brute	166 759	179 211	120 303	- 308 588	150 914	956 351	1 068 422	1 179 851
Encours de dette (LT) au 31/12	3 800 347	3 531 223	2 946 738	4 337 748	5 970 839	5 534 156	5 106 757	4 691 779
Capacité de désendettement (LT)	22,8	19,7	24,5	- 14,1	39,6	5,8	4,8	4,0

Évolution de l'annuité de dette et du taux d'endettement long terme



Encours de dette et capacité de désendettement



➤ Grâce à l'amélioration projetée de ses équilibres financiers, la commune serait en capacité de faire face au remboursement des nouvelles annuités générées par les emprunts simulés. Cependant, au regard de la situation financière de la commune au moment de cette étude, il semble peu probable qu'une institution bancaire accepte de lui accorder un prêt

TABLEAU DE SYNTHÈSE DES RÉSULTATS DU SCÉNARIO DE RÉFÉRENCE

	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Évolution taux d'imposition	9,8%	4,3%	8,9%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Produit fiscal strict	2 721 589	3 122 693	3 736 140	4 103 320	4 265 619	4 721 301	4 860 248	4 977 920
Autres impôts et taxes	2 650 243	2 761 529	2 841 699	2 848 840	2 862 898	2 859 312	2 868 979	2 878 815
Dotations et participations	1 271 400	1 221 847	1 128 370	1 214 856	1 231 566	1 285 446	1 354 031	1 432 251
Autres produits de fonctionnement courant	662 778	605 061	587 979	613 823	687 407	734 039	744 627	755 426
Produits exceptionnels larges	223 025	177 935	22 430	23 000	1 500	1 500	1 500	1 500
Produits de fonctionnement	7 529 034	7 889 066	8 316 618	8 803 839	9 048 988	9 601 597	9 829 385	10 045 912
Év° nominale charges fct. courant strictes	15,9%	5,7%	4,6%	11,9%	-3,2%	-3,4%	1,6%	1,6%
Charges fct. Courant strictes	7 237 859	7 647 068	7 995 496	8 948 365	8 661 205	8 364 672	8 494 643	8 627 154
Atténuations de produits	35 231	-	26 404	26 706	26 808	26 881	26 870	26 936
Charges exceptionnelles larges	2 590	9 883	60 042	69 500	63 500	18 000	18 000	18 000
Annuité de dette	373 217	406 590	695 148	376 847	513 470	672 377	648 849	608 949
Charges de fonctionnement larges	7 648 897	8 063 541	8 777 090	9 421 418	9 264 983	9 081 930	9 188 362	9 281 039
Épargne nette	-119 863	-174 474	-460 472	-617 579	-215 994	519 668	641 022	764 873
Épargne nette retraitée du prêt relai	-119 863	-174 474	-190 472	-617 579	-215 994	519 668	641 022	764 873
Dépenses d'investissement hors capital	1 957 748	720 509	2 749 079	1 750 000	800 000	800 000	800 000	800 000
Recettes d'investissement hors emprunt	63 836	-	20 874	-	-	-	-	-
Besoin de financement via l'emprunt	632 208	-	-	1 700 000	2 000 000	-	-	-
Variation EGC choisie	-292 287	-233 977	-811 376	1 211 597	1 449 308	-181 910	-60 556	63 295
Montant de l'EGC au 31/12 de l'exercice	-322 235	-556 212	-1 367 588	-155 991	1 293 317	1 111 407	1 050 852	1 114 146
<i>EGC / Dépenses réelles (en jours)</i>	<i>-12</i>	<i>-23</i>	<i>-43</i>	<i>-5</i>	<i>47</i>	<i>41</i>	<i>38</i>	<i>40</i>

➤ Le scénario de référence témoigne d'une situation financière en tension qui devrait se poursuivre sur les deux premières années de la période prospective. Confrontée à une épargne nette négative (-190 K€ en 2023) et à un report de résultats déficitaires des années antérieures (-1 368 K€), la commune fait face à un important besoin de financement. Ce besoin de financement est ici comblé par la souscription de deux emprunts pour un total de 3 700 K€. Or, en pratique, ces derniers ne pourront être souscrits dans la mesure où leur utilisation ne serait pas uniquement destinée à financer des dépenses d'investissement

➤ Néanmoins, la projection d'une revalorisation progressive des équilibres financiers de la commune de Saint-Jory (l'épargne nette retrouverait un niveau excédentaire en 2026) tend à prouver qu'elle serait en capacité d'assumer une annuité nouvelle et qu'un prêt ou une subvention exceptionnel(le) que l'État pourrait potentiellement octroyer à la commune pourrait être remboursé

Présentation des résultats du scénario alternatif

*Mesure des conséquences d'une modification
des hypothèses retenues initialement*

- ✓ *Hypothèse de l'octroi d'une subvention/prêt exceptionnel(le) par l'État permettant à la commune de gommer ses déficits antérieurs*
- ✓ *Ajout d'une enveloppe de dépense d'investissement supplémentaire afin de prévoir la construction d'un groupe scolaire pouvant accueillir 10 classes*
- ✓ *Mobilisation du levier fiscal afin de permettre à la commune de maintenir ses équilibres financiers*

A NOTER QUE LE LEVIER FISCAL EST ICI UTILISÉ MAIS LA VALORISATION DES RECETTES NÉCESSAIRES AU REDRESSEMENT DES SOLDES D'ÉPARGNE POURRAIENT ÊTRE OBTENUES PAR D'AUTRES BIAIS ALTERNATIFS OU COMPLÉMENTAIRES

Les autres hypothèses restent identiques au scénario de référence

HYPOTHÈSE DE L'OCTROI D'UNE AIDE EXCEPTIONNELLE DE LA PART DE L'ÉTAT

- L'article L2335-2 du Code général des collectivités (CGCT) prévoit que des subventions exceptionnelles peuvent être accordées par l'État à des communes confrontées à des situations financières particulièrement graves à la suite de circonstances anormales (*circulaire du 19 juin 2023 n°23-003789-D*).
- Une attribution de subvention exceptionnelle est possible au regard de trois situations :
 - Un déséquilibre budgétaire ayant entraîné une saisine de la chambre régionale des comptes : *en l'espèce, même si la situation communale est dégradée et qu'une saisine de la chambre régionale des comptes n'est pas à exclure en 2024, la commune de Saint-Jory n'est pas dans cette situation*
 - La commune subit un évènement extérieur exceptionnel qui remet en cause l'équilibre de son budget dans des proportions qui excèdent ses capacités d'action : *la commune ne semble pas entrer dans ce cas de figure*
 - La collectivité fait face à une dégradation structurelle de sa situation financière : *des critères objectifs sont utilisés pour apprécier cette situation (dégradation régulière des soldes d'épargne, potentiel financier par habitant inférieur à 1,5 fois le potentiel financier moyen, taux d'endettement supérieur à la moyenne,... La commune de Saint-Jory semble pouvoir s'inscrire dans ce cadre*

La possibilité d'une aide financière de l'État étant toujours en discussion à ce jour et l'éventualité de l'obtention d'un prêt exceptionnel étant également évoquée, l'hypothèse retenue ici est celle de la possible **obtention d'un prêt à taux zéro, sur vingt ans, à une hauteur permettant à la commune de gommer les déficits reportés des années antérieures**. Il s'agit évidemment d'une hypothèse de travail qui demandera confirmation et un probable réajustement dans les prochains mois dans le cadre des échanges entre la commune de Saint-Jory et les services de l'État

<i>Prêt exceptionnel à taux 0% versé par l'État</i>	2024	2025	2026	2027	2028	...
Montant versé	1 950 000					
Intérêts acquittés par la commune						
Capital remboursé		97 500	97 500	97 500	97 500	97 500

PRISE EN COMPTE DU PROGRAMME D'INVESTISSEMENT VISANT À LA CRÉATION D'UN GROUPE SCOLAIRE

- A l'occasion de la réunion de cadrage, l'équipe municipale a émis le souhait qu'une hypothèse alternative soit étudiée afin de mesurer les conséquences sur les équilibres financiers de la construction d'un nouveau groupe scolaire, comportant 10 classes, pour un montant total estimé à 5 000 K€ TTC. En raison de l'arrivée d'un nombre important de nouveaux habitants chaque année, et donc d'enfants en âge d'être scolarisés, il est nécessaire que ce bâtiment soit terminé pour la rentrée scolaire 2026-2027. Au regard des contraintes inhérentes aux procédures de la commande publique (études préalables, AMO, concours, jury, désignation de l'architecte...), ce délai n'apparaît pas soutenable
- Aussi, une entrée en fonctionnement en septembre 2027 est retenue ici et le phasage suivant des dépenses a été retenu :

Montant en €	2024	2025	2026	2027	2028	TOTAL
Dépenses	50 000	760 000	1 190 000	3 000 000		5 000 000
Recettes de subventions				900 000	1 000 000	1 900 000

Attention, ce phasage suppose un déclenchement rapide de la procédure. Nous vous invitons à vous rapprocher du service juridique de *Haute-Garonne Ingénierie/ATD* et du *CAUE d'Occitanie* pour vous faire accompagner dans le lancement de ce programme

En outre, les recettes de subventions retenues dans le cadre de cette étude ne sont qu'une première estimation prudente sur la base d'une éligibilité de 60% des dépenses HT de travaux. Pour obtenir une approche plus affinée des subventions auxquelles la commune pourrait prétendre, il convient de se rapprocher du service Ingénierie et Expérimentation Territoriales de *Haute-Garonne Ingénierie/ATD*

AUGMENTATION PONCTUELLE DES TAUX D'IMPOSITION DES TROIS TAXES

« MÉNAGES »

➤ Afin d'éviter un recours trop important à l'emprunt pour financer le programme d'investissement de la commune, il est ici proposé d'appliquer une augmentation ponctuelle de +2% pour les trois taux "ménages" en **2027**. Il est important de rappeler que dans le *scénario de référence*, les taux étaient fixes

➤ Dans cette hypothèse, le taux de Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB) atteint **52,53%** en **2027**, ce qui représente une augmentation de +1,03 points par rapport au taux actuel. De plus, le taux de Taxe d'Habitation (TH) sur les résidences secondaires passerait de 10,16% à **10,36 %**, et le taux de Taxe Foncière sur les Propriétés Non Bâties (TFPNB) augmenterait de 110,76% à **112,98%**

Produit spontané en €	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Base nette FB prévisionnelle	6 634 906	7 270 344	7 796 870	8 646 000	8 992 347	9 980 037	10 276 745	10 526 922
Taux TFPB	45,10%	47,10%	51,50%	51,50%	51,50%	51,50%	51,50%	51,50%
+ / - Ajustement coefficient correcteur	- 387 841	- 425 035	- 456 712	- 506 448	- 527 231	- 583 444	- 600 603	- 615 138
Produit FB (scénario de référence)	2 604 502	2 999 297	3 558 676	3 946 242	4 103 828	4 556 275	4 691 921	4 806 227
Base nette FB prévisionnelle	6 634 906	7 270 344	7 796 870	8 646 000	8 992 347	9 980 037	10 276 745	10 526 922
Taux TFPB scénario alternatif	45,10%	47,10%	51,50%	51,50%	51,50%	51,50%	52,53%	52,53%
+ / - Ajustement coefficient correcteur	- 387 841	- 425 035	- 456 712	- 506 448	- 527 231	- 583 444	- 600 603	- 615 138
Produit FB (scénario alternatif)	2 604 502	2 999 297	3 558 676	3 946 242	4 103 828	4 556 275	4 797 772	4 914 654
Gain de produit TFPB généré	-	-	-	-	-	-	105 850	108 427

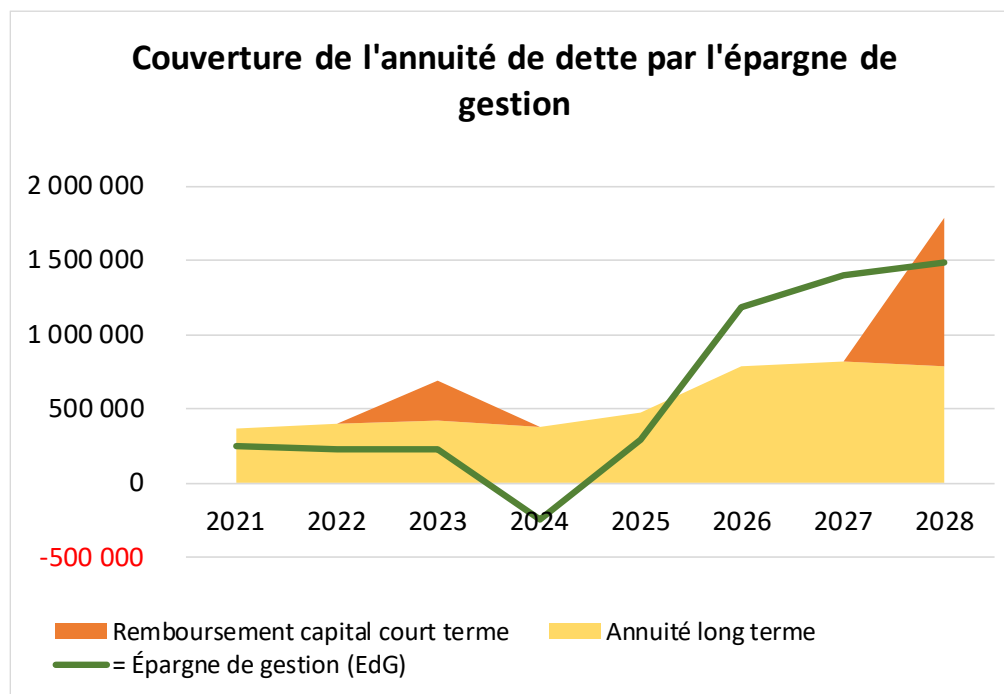
➤ Un focus spécifique sur l'impact financier de l'augmentation du taux de TFPB révèle qu'en **2028**, cette croissance permettrait de générer un produit fiscal supplémentaire d'environ 108 K€. Dans l'ensemble, la progression des taux d'imposition permettrait à la commune de bénéficier, en **2028**, d'un produit fiscal supérieur de 112 K€ par rapport à l'hypothèse du scénario de référence

DES SOLDES D'ÉPARGNE SIMILAIRES AU SCÉNARIO DE RÉFÉRENCE

Scénario de référence	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Produits de fonct. courant	7 306 009	7 711 131	8 294 188	8 780 839	9 047 488	9 600 097	9 937 102	10 157 035
- Charges de fonct. courant	7 273 090	7 647 068	8 021 900	8 975 071	8 688 013	8 391 553	8 521 513	8 654 090
= Excédent Brut Courant (EBC)	32 920	64 063	272 289	-194 232	359 475	1 208 545	1 415 588	1 502 945
+ Solde exceptionnel large	220 434	168 053	-37 612	-46 500	-62 000	-16 500	-16 500	-16 500
= Épargne de gestion (EdG)	253 354	232 116	234 677	-240 732	297 475	1 192 045	1 399 088	1 486 445
- Intérêts de la dette	86 595	52 905	114 373	67 856	61 561	253 265	284 529	250 042
= Épargne brute (EB)	166 759	179 211	120 303	-308 588	235 914	938 780	1 114 560	1 236 403
- Capital de la dette	286 622	353 685	580 775	308 990	412 996	540 685	531 727	1 540 816
= Épargne nette (EN)	-119 863	-174 474	-460 472	-617 579	-177 082	398 095	582 833	-304 413
ou EN retraitée du capital CT	-119 863	-174 474	-190 472	-617 579	-177 082	398 095	582 833	695 587

➤ En l'absence de modification des hypothèses de fonctionnement sur le début de la prospective, la situation financière de la commune reste détériorée sur les deux premières années étudiées

➤ Malgré le remboursement du potentiel prêt exceptionnel octroyé par l'État et ceux des emprunts long terme et prêts relais nécessaires au financement des dépenses d'investissement (*voir diapositive suivante*) la commune parviendrait à revaloriser ses soldes d'épargne. Retraité du capital court terme, l'épargne nette se révèle en augmentation constante entre **2024** et **2028**, passant d'un niveau fortement déficitaire (-618 K€) à un montant largement positif en fin de période (+696 K€)

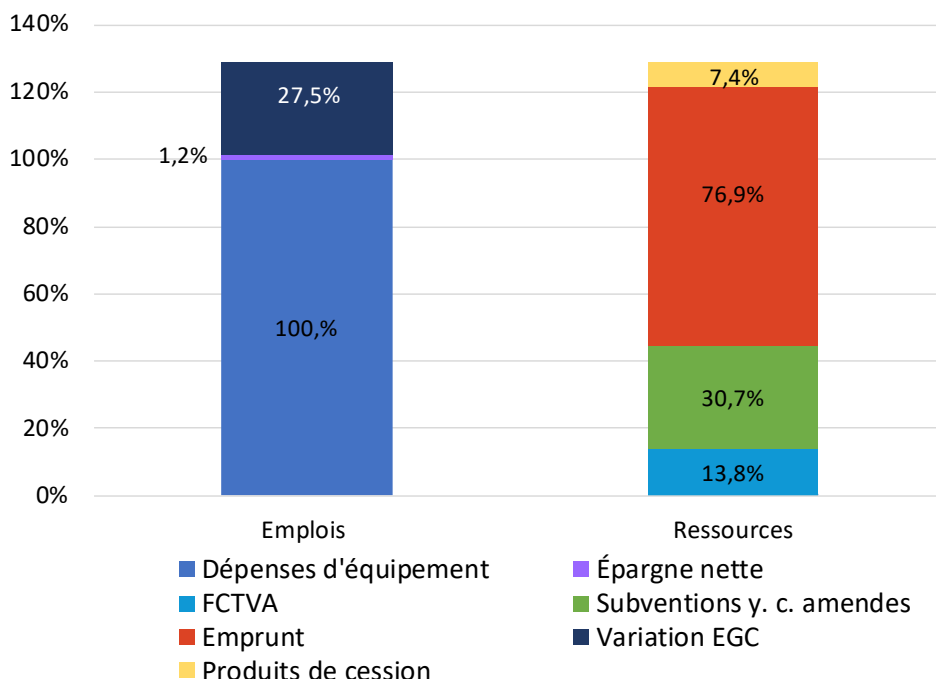


L'épargne nette est le solde obtenu au terme des opérations de fonctionnement après couverture, par les recettes d'exploitation, des charges de même nature élargies au capital de la dette ancienne et nouvelle

LE FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT HORS CAPITAL DE LA DETTE

Montants en €	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Dép. d'inv. hors annuité capital	1 957 748	720 509	2 749 079	1 800 000	1 560 000	1 990 000	3 800 000	800 000
Financement de l'investissement	1 665 461	486 532	1 937 703	3 211 597	4 294 372	590 018	3 427 658	1 163 091
Épargne nette	-119 863	-174 474	-460 472	-617 579	-177 082	398 095	582 833	-304 413
Ressources propres d'inv. (RPI)	1 008 094	467 856	1 753 799	976 773	221 454	191 923	244 825	467 505
FCTVA	299 258	307 856	108 829	244 773	221 454	191 923	244 825	467 505
Produits des cessions	645 000	160 000	1 566 800	732 000	-	-	-	-
TLE / TA	63 836	-	78 170	-	-	-	-	-
Diverses RPI								
Subventions y.c. amendes	145 023	189 150	479 376	902 402	250 000	-	900 000	1 000 000
Emprunt	632 208	-	-	1 950 000	4 000 000	-	1 700 000	-
dont Emprunt court terme							1 000 000	
Variation de l'EGC	-292 287	-233 977	-811 376	1 411 597	2 734 372	-1 399 982	-372 342	363 091

Financement moyen des investissements 2024-2028



➤ Entre **2024** et **2028**, les dépenses d'équipement projetées s'élèvent à 9 950 K€, soit un montant de 267 € par habitant et par an sur ces deux exercices (*population DGF 2024 estimée*). Afin de financer ces dépenses, essentiellement constituées du programme de construction du groupe scolaire, la commune devrait recourir à deux emprunts en **2025** et **2027** pour un total de 5 700 K€ (générant une annuité nouvelle de 479 K€ en **2028**) dont 1 000 K€ de prêt relais souscrit en **2027** et remboursé intégralement l'année suivante

➤ Globalement, les dépenses d'investissement sont majoritairement financées par l'endettement qui comprend également l'hypothétique prêt exceptionnel de l'état permettant de ramener à l'équilibre les résultats reportés déficitaires (*voir infra*)

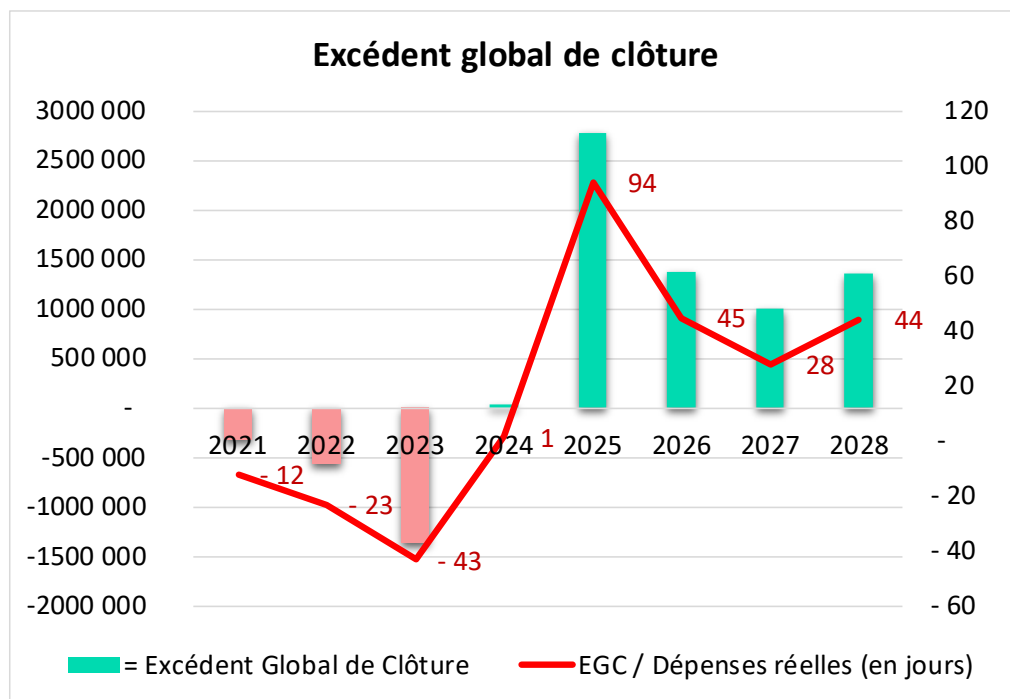
DES RÉSULTATS ANTÉRIEURS REPORTÉS DÉFICITAIRES COMBLÉS GRÂCE À UNE AIDE EXCEPTIONNELLE

Montants en €	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Dépenses réelles totales de l'année	9 606 645	8 784 049	11 526 169	11 221 418	10 786 070	11 193 503	13 155 769	11 262 948
Résultat capitalisés n-1	- 29 948	- 322 235	- 556 212	- 1 367 588	44 009	2 778 381	1 378 399	1 006 057
+ Variation EGC n	- 292 287	- 233 977	- 811 376	1 411 597	2 734 372	- 1 399 982	- 372 342	363 091
= Excédent Global de Clôture	- 322 235	- 556 212	- 1 367 588	44 009	2 778 381	1 378 399	1 006 057	1 369 148
EGC / Dépenses réelles (en jours)	- 12	- 23	- 43	1	94	45	28	44

➤ Le besoin impérieux, précédemment détaillé, de corriger ces déficits reportés est ici comblé par l'obtention d'une aide de l'État matérialisée en l'espèce par le versement d'un prêt sans intérêt. A titre exceptionnel, ce dernier doit permettre de retrouver, dès la fin de l'exercice **2024** un Excédent global de clôture (EGC) positif et ne sera pas utilisé pour financer des dépenses d'investissement nouvelles

➤ De nouveau abondé en **2025** par la souscription d'un prêt nécessaire au financement des investissements programmés, l'EGC serait légèrement mobilisé par la suite pour limiter le recours à l'emprunt

➤ Il se situe à un *équivalent dépenses de 44 jours* en fin de période. Proche du *seuil minimal de 30 jours*, il ne pourra donc être mobilisé au-delà de la période étudiée pour financer de futures dépenses d'investissement

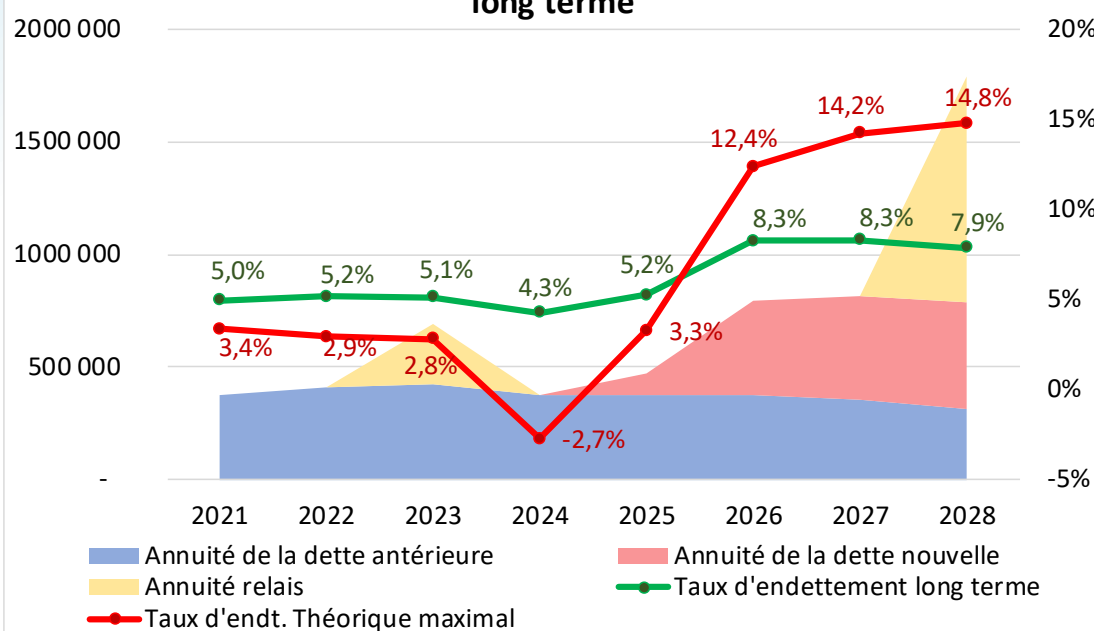


L'équivalent jour est obtenu par le calcul suivant : excédent global de clôture / dépenses réelles totales. On considère qu'un fonds de roulement équivalent à un mois de dépenses est suffisant à une commune pour faire face à ses dépenses courantes, dès lors qu'elle encaisse mensuellement les douzièmes de fiscalité et de DGF

UN TAUX D'ENDETTEMENT SATISFAISANT EN FIN DE PÉRIODE

Dette long terme - Montants €	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Annuité de la dette antérieure	373 217	406 590	425 148	376 847	377 057	375 480	351 952	312 051
Annuité de la dette nouvelle	-	-	-	-	97 500	418 470	464 304	478 807
Capital de la dette	286 622	353 685	310 775	308 990	412 996	540 685	531 727	540 816
Intérêts de la dette	86 595	52 905	114 373	67 856	61 561	253 265	284 529	250 042
Annuité de la dette	373 217	406 590	425 148	376 847	474 557	793 950	816 255	790 858
Épargne de gestion	253 354	232 116	234 677	- 240 732	297 475	1 192 045	1 399 088	1 486 445
Taux d'endettement long terme	5,0%	5,2%	5,1%	4,3%	5,2%	8,3%	8,3%	7,9%
Taux d'endtt. Théorique maximal	3,4%	2,9%	2,8%	-2,7%	3,3%	12,4%	14,2%	14,8%

Évolution de l'annuité de dette et du taux d'endettement long terme



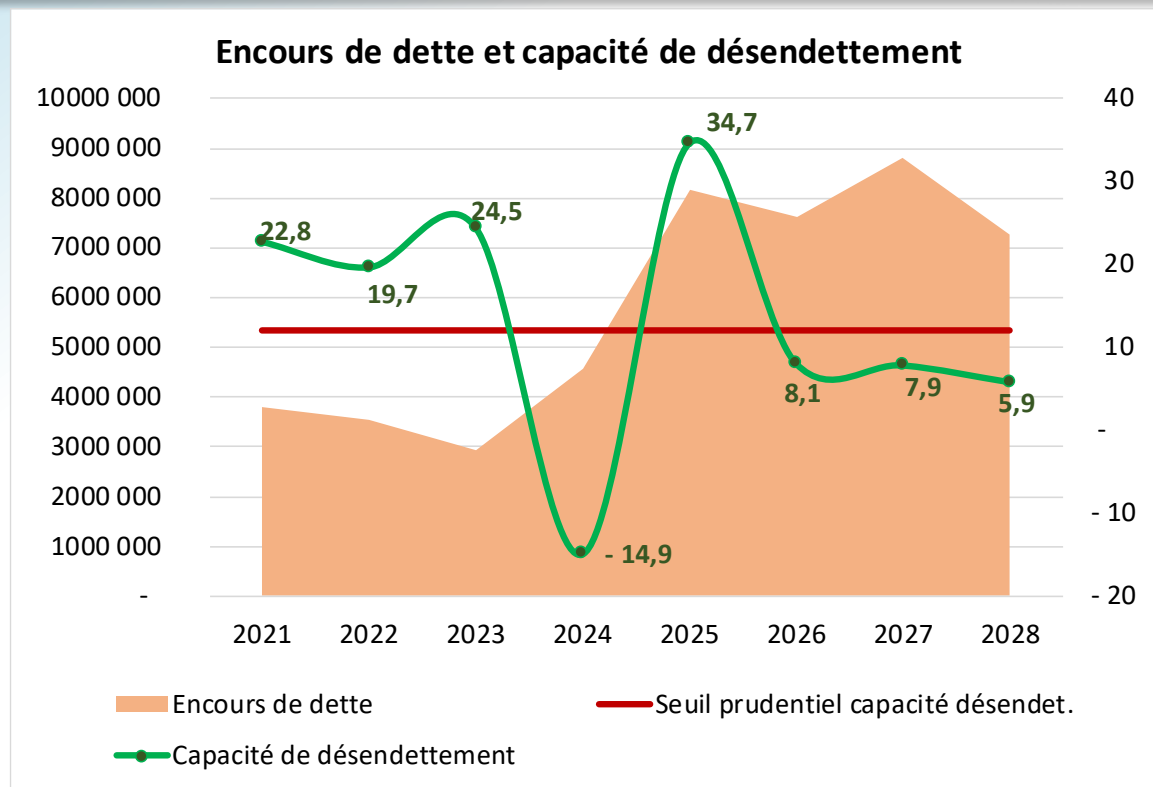
➤ De 2021 à 2024, l'annuité correspond au seul remboursement de la dette ancienne. A compter de 2025 débute le remboursement du prêt exceptionnel de l'État. Cette annuité augmente à nouveau avec l'emprunt de 4 000 K€ simulé en 2025 pour atteindre 418 K€ dès 2026. Enfin elle progresse à nouveau suite à la simulation d'un nouvel emprunt de 1 700 K€ (dont 1 000 K€ de prêt relai) en 2027

➤ Le *taux d'endettement* (rapport de l'annuité de dette sur les recettes de fonctionnement) s'accroît ainsi sur la période prospective, passant de 5,1% en 2023 à près de 8% en 2028. Dans le même temps, le *taux d'endettement théorique maximum* que la commune peut supporter augmente nettement en 2024 en raison de la revalorisation des soldes d'épargne sur cet exercice. Il atteint 14,8% en 2028, soit nettement au-delà du *taux d'endettement* communal

Le *taux d'endettement théorique maximum* est obtenu après détermination du poids des charges de fonctionnement dans les recettes de même nature. Il mesure le poids de l'annuité maximale que peut assumer la commune sur l'exercice

Dans cette situation, la commune de Saint-Jory conserverait donc des capacités d'emprunt au-delà de la période étudiée

UNE CAPACITÉ DE DÉSENDETTEMENT PROGRESSIVEMENT ASSAINIE



➤ Détériorée de **2021** à **2025**, la *capacité de désendettement* de la commune s'améliore considérablement sous l'effet de la nette revalorisation des soldes d'épargne. Cet indicateur, correspondant au *ratio encours de dette/épargne brute*, retrouve progressivement un niveau soutenable

➤ Se maintenant à un niveau égal ou supérieur à 20 années de **2021** à **2025** (le ratio négatif enregistré en **2024** s'explique par une épargne brute négative) cet indicateur dépasse ainsi très nettement le seuil d'alerte estimé à 12 années, traduisant une situation de surendettement. En dépit de la nette augmentation de l'encours de dette, la *capacité de désendettement* s'améliore par la suite grâce à une revalorisation constante de l'épargne brute. Elle atteint moins de 6 années en **2028**. Cet indicateur, fortement contraint par le niveau d'épargne brute dégagé chaque année, illustre un endettement communal assaini en fin de période

La *capacité de désendettement* est un ratio qui permet de déterminer le nombre d'années (théoriques) nécessaires pour rembourser intégralement le capital de la dette, en supposant que la collectivité y consacre la totalité de son épargne brute

TABLEAU DE SYNTHÈSE DES RÉSULTATS DU SCÉNARIO ALTERNATIF

	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Évolution taux d'imposition	9,8%	4,3%	8,9%	0,0%	0,0%	0,0%	2,0%	0,0%
Produit fiscal strict	2 721 589	3 122 693	3 736 140	4 103 320	4 265 619	4 721 301	4 969 465	5 089 781
Autres impôts et taxes	2 650 243	2 761 529	2 841 699	2 848 840	2 862 898	2 859 312	2 868 979	2 878 815
Dotations et participations	1 271 400	1 221 847	1 128 370	1 214 856	1 231 566	1 285 446	1 354 031	1 433 012
Autres produits de fonctionnement courant	662 778	605 061	587 979	613 823	687 407	734 039	744 627	755 426
Produits exceptionnels larges	223 025	177 935	22 430	23 000	1 500	1 500	1 500	1 500
Produits de fonctionnement	7 529 034	7 889 066	8 316 618	8 803 839	9 048 988	9 601 597	9 938 602	10 158 535
Év° nominale charges fct. courant strictes	15,9%	5,7%	4,6%	11,9%	-3,2%	-3,4%	1,6%	1,6%
Charges fct. Courant strictes	7 237 859	7 647 068	7 995 496	8 948 365	8 661 205	8 364 672	8 494 643	8 627 154
Atténuations de produits	35 231	-	26 404	26 706	26 808	26 881	26 870	26 936
Charges exceptionnelles larges	2 590	9 883	60 042	69 500	63 500	18 000	18 000	18 000
Annuité de dette	373 217	406 590	695 148	376 847	474 557	793 950	816 255	1 790 858
Charges de fonctionnement larges	7 648 897	8 063 541	8 777 090	9 421 418	9 226 070	9 203 503	9 355 769	10 462 948
Épargne nette	-119 863	-174 474	-460 472	-617 579	-177 082	398 095	582 833	-304 413
Épargne nette retraitée du prêt relai	-119 863	-174 474	-190 472	-617 579	-177 082	398 095	582 833	695 587
Dépenses d'investissement hors capital	1 957 748	720 509	2 749 079	1 800 000	1 560 000	1 990 000	3 800 000	800 000
Recettes d'investissement hors emprunt	1 153 117	661 006	2 398 175	1 879 175	471 454	191 923	1 144 825	1 467 505
Emprunt	632 208	-	-	1 950 000	4 000 000	-	1 700 000	-
Variation EGC choisie	-292 287	-233 977	-811 376	1 411 597	2 734 372	-1 399 982	-372 342	363 091
Montant de l'EGC au 31/12 de l'exercice	-322 235	-556 212	-1 367 588	44 009	2 778 381	1 378 399	1 006 057	1 369 148
<i>EGC / Dépenses réelles (en jours)</i>	<i>-12</i>	<i>-23</i>	<i>-43</i>	<i>1</i>	<i>94</i>	<i>45</i>	<i>28</i>	<i>44</i>

➤ Ce *scénario alternatif* permet de démontrer que l'obtention d'une aide exceptionnelle de l'État pourrait non seulement être remboursée par la commune mais que cette dernière serait également capable de supporter une annuité nouvelle conséquente, générée par les emprunts nécessaires au financement d'un programme d'investissement plus ambitieux, symbolisé ici par la construction d'un groupe scolaire

➤ Cette perspective optimiste repose sur la projection d'une gestion rigoureuse des charges de fonctionnement à partir de 2025, conjuguée à la dynamique de croissance des produits de fonctionnement, notamment grâce au produit des contributions directes et de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF). En conséquence, les soldes d'épargne de la commune s'amélioreraient de manière significative, entraînant une amélioration globale des indicateurs financiers de la commune, tels que les indicateurs d'endettement et l'Excédent de Global de Clôture (EGC)

CONCLUSION DE L'ÉTUDE

➤ Les résultats du *scénario de référence* révèlent une situation tendue, où l'épargne nette déjà négative depuis plusieurs exercices, voit son déficit se creuser. Cette situation est principalement due à une sensible croissance des charges de fonctionnement sur l'exercice **2024** (+11,9%) quand les produits de même nature augmentent plus modérément (+5,9%). Cette tendance exposerait la commune à de graves difficultés financières risquant de déboucher sur une saisine de la Chambre Régionale des Comptes

➤ Dans ce contexte, un soutien financier de l'État apparaît essentiel pour permettre à la commune de retrouver progressivement des équilibres financiers satisfaisants sans augmenter une pression fiscale déjà importante (*le taux de TFPB de la commune de Saint-Jory est actuellement de 51,5% et seules 7 communes affichent un taux plus élevé en Haute-Garonne en 2022*)

➤ En raison de la projection d'un effort de maîtrise des charges de fonctionnement à compter de **2025**, combinée à une croissance toujours importante des recettes courantes, la commune devrait voir ses soldes d'épargne substantiellement s'améliorer. Le *scénario alternatif* tend même à montrer qu'elle serait non seulement en capacité de rembourser une éventuelle aide exceptionnelle de l'État sous forme de prêt mais également d'assumer une annuité de dette nouvelle découlant d'emprunts nécessaires au financement de la construction d'un nouveau groupe scolaire

➤ La collectivité devrait en effet enregistrer une amélioration progressive de sa situation financière, matérialisée à la fois par une épargne nette excédentaire permettant d'autofinancer une proportion des dépenses d'investissement de la commune en fin de période, des indicateurs d'endettement assainis et un EGC lui permettant d'assumer ses dépenses courantes

➤ Néanmoins, à l'aune de la situation financière exceptionnelle de la commune de Saint-Jory, il apparaît judicieux de procéder à une actualisation régulière de cette étude financière afin de suivre, au plus près, l'évolution sur le très court terme des équilibres communaux

Glossaire des sigles et abréviations

CA : compte administratif
CCAS : centre communal d'action sociale
CFE : cotisation foncière des entreprises
CT : court terme (dette)
DF : dotation forfaitaire
DGF : dotation globale de fonctionnement
DNP : dotation nationale de péréquation
DSR : dotation de solidarité rurale
EBC : excédent brut courant
EGC : excédent global de clôture
EPCI : établissement public de coopération intercommunale
FCTVA : fonds de compensation pour la TVA
FPIC : fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales
FPU : fiscalité professionnelle unique
GVT : glissement vieillesse-technicité
LT : long terme (dette)
RPI : recettes propres d'investissement / regroupement pédagogique intercommunal
RS : résidences secondaires
TA : taxe d'aménagement
TADM : taxe additionnelle aux droits de mutation
TFB / FB : taxe sur le foncier bâti
TFNB / FNB : taxe sur le foncier non bâti
TH : taxe d'habitation
THRP : taxe d'habitation sur les résidences principales
THRS : taxe d'habitation sur les résidences secondaires
VL : valeur locative

Présentation des résultats du scénario post restitution

*Utilisation du seul levier fiscal pour permettre
à la commune d'améliorer ses équilibres
financiers*

- ✓ *Aucun recours supplémentaire à l'emprunt et non prise en compte d'une éventuelle aide de l'État (sous forme d'avance remboursable)*
- ✓ *Mobilisation du levier fiscal dès 2024 afin de rétablir la situation financière de la commune dans les plus brefs délais*

A NOTER QUE LE LEVIER FISCAL EST ICI UTILISÉ MAIS LA VALORISATION DES RECETTES NÉCESSAIRES AU REDRESSEMENT DES SOLDES D'ÉPARGNE POURRAIENT ÊTRE OBTENUES PAR D'AUTRES BIAIS ALTERNATIFS OU COMPLÉMENTAIRES

AUGMENTATION DES TAUX D'IMPOSITION DES TROIS TAXES « MÉNAGES »

La municipalité a exprimé le souhait qu'un scénario additionnel soit présenté après la présentation de l'étude. Ce scénario met en lumière le niveau nécessaire d'augmentation des taux permettant à la commune de rétablir ses équilibres financiers. Deux hypothèses sont développées à cet égard

➤ Hypothèse post restitution 1 : augmentation ponctuelle de +10% des taux d'impositions en 2024

➤ Dans cette hypothèse, le taux de Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB) atteint **56,65%** en **2024**, (+5,15 points par rapport au taux actuel). De plus, le taux de Taxe d'Habitation (TH) sur les résidences secondaires passerait de 10,16% à **11,12 %**, et le taux de Taxe Foncière sur les Propriétés Non Bâties (TFPNB) augmenterait de 110,76% à **121,84%**

Produit spontané en €	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Base nette FB prévisionnelle	6 634 906	7 270 344	7 796 870	8 646 000	8 992 347	9 980 037	10 276 745	10 526 922
Taux TFPB	45,10%	47,10%	51,50%	51,50%	51,50%	51,50%	51,50%	51,50%
+ / - Ajustement coefficient correcteur	- 387 841	- 425 035	- 456 712	- 506 448	- 527 231	- 583 444	- 600 603	- 615 138
Produit FB (scénario de référence)	2 604 502	2 999 297	3 558 676	3 946 242	4 103 828	4 556 275	4 691 921	4 806 227
Base nette FB prévisionnelle	6 634 906	7 270 344	7 796 870	8 646 000	8 992 347	9 980 037	10 276 745	10 526 922
Taux TFPB scénario post restitution 1	45,10%	47,10%	51,50%	56,65%	56,65%	56,65%	56,65%	56,65%
+ / - Ajustement coefficient correcteur	- 387 841	- 425 035	- 456 712	- 506 448	- 527 231	- 583 444	- 600 603	- 615 138
Produit FB (scénario post restituion 1)	2 604 502	2 999 297	3 558 676	4 391 511	4 566 934	5 070 247	5 221 173	5 348 363
Gain de produit TFPB généré	-	-	-	445 269	463 106	513 972	529 252	542 136

➤ L'augmentation de produit fiscal générée par cette hausse serait de 445 K€ en **2024** pour la TFPB et de 461 K€ pour l'ensemble des trois taux « ménages »

➤ Hypothèse post restitution 2 : augmentation de +10% des taux d'impositions en 2024 et 2025

Produit spontané en €	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Base nette FB prévisionnelle	6 634 906	7 270 344	7 796 870	8 646 000	8 992 347	9 980 037	10 276 745	10 526 922
Taux TFPB scénario post restitution 2	45,10%	47,10%	51,50%	56,65%	62,32%	62,32%	62,32%	62,32%
+ / - Ajustement coefficient correcteur	- 387 841	- 425 035	- 456 712	- 506 448	- 527 231	- 583 444	- 600 603	- 615 138
Produit FB (scénario post restitution 2)	2 604 502	2 999 297	3 558 676	4 391 511	5 076 800	5 636 115	5 803 865	5 945 240
Gain de produit TFPB généré	-	-	-	445 269	972 972	1 079 840	1 111 944	1 139 013

➤ L'augmentation de produit fiscal induit par cette hausse plus importante serait de 972 K€ en **2025** (contre 463 K€ avec une augmentation ponctuelle) et de 1 005 K€ pour l'ensemble des taux (THRS, FB, FNB)

TABLEAU DE SYNTHÈSE DES RÉSULTATS DU SCÉNARIO POST RESTITUTION 1

	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Évolution taux d'imposition	9,8%	4,3%	8,9%	10,0%	0,0%	0,0%	2,0%	0,0%
Produit fiscal strict	2 721 589	3 122 693	3 736 140	4 564 078	4 744 678	5 251 545	5 406 098	5 536 986
Autres impôts et taxes	2 650 243	2 761 529	2 841 699	2 848 840	2 862 898	2 859 312	2 868 979	2 878 815
Dotations et participations	1 271 400	1 221 847	1 128 370	1 214 856	1 235 119	1 289 106	1 357 765	1 436 059
Autres produits de fonctionnement courant	662 778	605 061	587 979	613 823	687 407	734 039	744 627	755 426
Produits exceptionnels larges	223 025	177 935	22 430	23 000	1 500	1 500	1 500	1 500
Produits de fonctionnement	7 529 034	7 889 066	8 316 618	9 264 596	9 531 601	10 135 502	10 378 968	10 608 786
Év° nominale charges fct. courant strictes	15,9%	5,7%	4,6%	11,9%	-3,2%	-3,4%	1,6%	1,6%
Charges fct. Courant strictes	7 237 859	7 647 068	7 995 496	8 948 365	8 661 205	8 364 672	8 494 643	8 627 154
Atténuations de produits	35 231	-	26 404	26 706	26 808	26 881	26 870	26 936
Charges exceptionnelles larges	2 590	9 883	60 042	69 500	63 500	18 000	18 000	18 000
Annuité de dette	373 217	406 590	695 148	376 847	377 057	375 480	351 952	312 051
Charges de fonctionnement larges	7 648 897	8 063 541	8 777 090	9 421 418	9 128 570	8 785 032	8 891 465	8 984 141
Épargne nette	-119 863	-174 474	-460 472	-156 821	403 031	1 350 469	1 487 503	1 624 645
Épargne nette retraitée du prêt relai	-119 863	-174 474	-190 472	-156 821	403 031	1 350 469	1 487 503	1 624 645
Dépenses d'investissement hors capital	1 957 748	720 509	2 749 079	1 750 000	800 000	800 000	800 000	800 000
Recettes d'investissement hors emprunt	1 153 117	661 006	2 398 175	1 879 175	465 303	98 422	98 422	98 422
Emprunt	632 208	-	-	-	-	-	-	-
Variation EGC choisie	-292 287	-233 977	-811 376	-27 646	68 333	648 891	785 925	923 066
Montant de l'EGC au 31/12 de l'exercice	-322 235	-556 212	-1 367 588	-1 395 234	-1 326 901	-678 010	107 915	1 030 981
<i>EGC / Dépenses réelles (en jours)</i>	<i>-12</i>	<i>-23</i>	<i>-43</i>	<i>-46</i>	<i>-49</i>	<i>-26</i>	<i>4</i>	<i>38</i>

➤ Une augmentation ponctuelle des taux d'imposition « ménages » en **2024** permettrait à la commune de dégager un produit supplémentaire lui permettant de retrouver une épargne brute positive et de réduire sensiblement son déficit d'épargne nette (-157 K€ contre -618 K€ dans le *scénario de référence*). Par la suite, en l'absence de souscription de nouveaux emprunts, ce solde d'épargne continuerait de progresser pour atteindre 1 625 K€ en **2028**, soit deux fois plus que dans les scénarios précédents. Néanmoins, cette croissance de la pression fiscale ne permettrait pas à la commune de gommer ses déficits antérieurs reportés avant la fin de la période étudiée. La collectivité serait donc encore exposée à des difficultés de trésorerie et ce jusqu'en **2027**

TABLEAU DE SYNTHÈSE DES RÉSULTATS DU SCÉNARIO POST RESTITUTION 2

	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Évolution taux d'imposition	9,8%	4,3%	8,9%	10,0%	10,0%	0,0%	2,0%	0,0%
Produit fiscal strict	2 721 589	3 122 693	3 736 140	4 564 078	5 271 868	5 835 044	6 006 768	6 152 199
Autres impôts et taxes	2 650 243	2 761 529	2 841 699	2 848 840	2 862 898	2 859 312	2 868 979	2 878 815
Dotations et participations	1 271 400	1 221 847	1 128 370	1 214 856	1 235 119	1 293 132	1 361 871	1 440 248
Autres produits de fonctionnement courant	662 778	605 061	587 979	613 823	687 407	734 039	744 627	755 426
Produits exceptionnels larges	223 025	177 935	22 430	23 000	1 500	1 500	1 500	1 500
Produits de fonctionnement	7 529 034	7 889 066	8 316 618	9 264 596	10 058 792	10 723 027	10 983 745	11 228 187
Év° nominale charges fct. courant stricte	15,9%	5,7%	4,6%	11,9%	-3,2%	-3,4%	1,6%	1,6%
Charges fct. Courant strictes	7 237 859	7 647 068	7 995 496	8 948 365	8 661 205	8 364 672	8 494 643	8 627 154
Atténuations de produits	35 231	-	26 404	26 706	26 808	26 881	26 870	26 936
Charges exceptionnelles larges	2 590	9 883	60 042	69 500	63 500	18 000	18 000	18 000
Annuité de dette	373 217	406 590	695 148	376 847	377 057	375 480	351 952	312 051
Charges de fonctionnement larges	7 648 897	8 063 541	8 777 090	9 421 418	9 128 570	8 785 032	8 891 465	8 984 141
Épargne nette	-119 863	-174 474	-460 472	-156 821	930 222	1 937 995	2 092 280	2 244 046
Épargne nette retraitée du prêt relai	-119 863	-174 474	-190 472	-156 821	930 222	1 937 995	2 092 280	2 244 046
Dépenses d'investissement hors capital	1 957 748	720 509	2 749 079	1 750 000	800 000	800 000	800 000	800 000
Recettes d'investissement hors emprunt	1 153 117	661 006	2 398 175	1 879 175	465 303	98 422	98 422	98 422
Emprunt	632 208	-	-	-	-	-	-	-
Variation EGC choisie	-292 287	-233 977	-811 376	-27 646	595 524	1 236 416	1 390 702	1 542 468
Montant de l'EGC au 31/12 de l'exercice	-322 235	-556 212	-1 367 588	-1 395 234	-799 710	436 706	1 827 408	3 369 876
<i>EGC / Dépenses réelles (en jours)</i>	<i>-12</i>	<i>-23</i>	<i>-43</i>	<i>-46</i>	<i>-29</i>	<i>17</i>	<i>69</i>	<i>126</i>

➤ Deux croissances successives des taux d'imposition permettraient d'accélérer le processus de retour à l'équilibre de la commune. Ici, la correction des déficits antérieurs reportés interviendrait un an plus tôt et le produit fiscal généré permettrait une revalorisation considérable des soldes d'épargne. A ces niveaux, ils permettraient alors à la commune d'autofinancer des volumes de dépenses d'investissement bien plus importants

➤ Pour autant, ces deux scénarios tendent à montrer qu'une forte croissance des taux d'imposition sur les premières années de la prospective ne permettraient pas d'améliorer instantanément la situation financière de la commune qui demeurerait détériorée en **2024** et très probablement en **2025**